# LES PEPINS DE LA PASTEQUE MASQUEE

Réflexions et digressions sur le monde tel qu'il va.

Pierre Titeux

Fédération INTER-ENVIRONNEMENT WALLONIE

# LES PEPINS DE LA PASTEQUE MASQUEE

Réflexions et digressions sur le monde tel qu'il va.

Graphisme

Isabelle Gillard

Editeur responsable

Christophe Schoune, 98 rue Nanon, 5000 Namur

© Fédération Inter-Environnement Wallonie, Décembre 2011

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé et blanchi sans chlore

# SOMMAIRE

**Introduction** ..... 7

**Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt...**
extrait de nlEWs 89 du 3 mars 2011 ..... **10**

**Il ne se passe rien à Fukushima (enfin, si peu...)**
extrait de nlEWs 90 du 17 mars 2011 ..... **16**

**Oxymoron & Compensation Productions présentent : la Formule 1 verte**
extrait de nlEWs 91 du 31 mars 2011 ..... **20**

**Contes et mécomptes du nucléaire**
extrait de nlEWs 92 du 12 mai 2011 ..... **24**

**Faites sauter la banque!**
extrait de nlEWs 93 du 26 mai 2011 ..... **28**

**F**ck (the) low cost!**
extrait de nlEWs 94 du 09 juin 2011 ..... **32**

**Tu seras un beauf, mon fils!**
extrait de nlEWs 95 du 23 juin 2011 ..... **35**

**Le bal des faux-culs**
extrait de nlEWs 96 du 15 septembre 2011 ..... **39**

**Do the animals love their children too?**
extrait de nlEWs 97 du 29 septembre 2011 ..... **43**

**Rédemption**
extrait de nlEWs 98 du 13 octobre 2011 ..... **47**

**J'ai testé pour vous : Ryanair. (Et j'ai aimé ça !)**
extrait de nlEWs 99 du 3 novembre 2011 ..... **52**

**Le complexe de Frankenstein ou l'économie en 1 leçon**
extrait de nlEWs 100 du 17 novembre 2011 ..... **59**

**La philosophie du brushing (Lettre à Pascal Bruckner et cons saurs)**
extrait de nlEWs 10 du 1 décembre 2011 ..... **62**

**«Bonnes fêtes», qu'ils disent…**
extrait de nlEWs 102 du 15 décembre 2011 ..... **69**

# INTRODUCTION

«Vous êtes comme la pastèque: vert dehors et rouge dedans!»: la formule m'a régulièrement été adressée par l'un ou l'autre lecteur que le positionnement jugé «trop à gauche» de mes chroniques excède. Loin de réfuter cette appréciation ayant valeur d'insulte aux yeux de ses expéditeurs, j'avoue au contraire me l'approprier totalement et même la considérer comme un compliment. Car si certains considèrent que l'écologie est politiquement neutre, j'échoue en ce qui me concerne à imaginer qu'elle puisse être de droite, les fondements du capitalisme et de l'économie de marché m'apparaissant de facto incompatibles voire contradictoires avec les valeurs du combat environnemental. Alors, «pastèque», oui, sans le moindre état d'âme.

Il me semble d'ailleurs évident que, à l'opposé des intérêts antagonistes que certains veulent y déceler, enjeux environnementaux et avancées sociales sont très étroitement imbriqués; la défense des uns doit ainsi participer à la (re)conquête des autres. Au-delà de son caractère sain profitable à l'Homme et à la terre, le bio trouve tout son sens dans une remise en cause radicale du modèle industriel de l'agriculture, le redéploiement d'exploitations à taille humaine et le développement d'un marché garantissant des revenus équitables aux producteurs. La lutte menée contre le $CO_2$ pour cause de changements climatiques offre un formidable levier permettant d'activer une relocalisation des unités de production et, ce faisant, redynamiser l'emploi. En s'attaquant aux pollutions de tout ordre, on participe à l'amélioration du sort des populations les moins favorisées d'ici et là-bas qui en sont les principales victimes. Et le concept de «décroissance» va bien bien plus que la dénonciation du caractère absurde et suicidaire d'un système fondé sur une croissance infinie de la production et de la consommation au sein d'un univers fini ; il nous amène à une interrogation sociale, éthique, essentielle: sommes-nous prêts à réduire notre part de gâteau afin que celui-ci profite au plus grand nombre ou préférons-nous continuer à bénéficier d'une portion extra-large en ignorant la faim des autres… ?

Traiter des questions environnementales en ignorant leur dimension sociale relève donc d'un autisme idéologique sans doute confortable mais invalidant de facto toute réponse à long terme.
De même, s'il est très politiquement correct de se faire chantre de la «mutation désirable», du «changement heureux et consenti», de la «démarche citoyenne responsable et joyeuse», on nie ce faisant l'inéquation flagrante entre le niveau des urgences et l'état des consciences qui rend inopérante

cette solution sur base de démarches volontaires. Alors, tant pis si cela déplaît, si certains veulent voir là «une dérive dangereuse», il me semble important d'oser écrire que le salut ne pourra passer que par l'adoption de mesures politiques fortes… et parfois impopulaires. Si, selon l'expression du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, «nous sommes en état de guerre contre le réchauffement global», il convient d'agir en conséquence et, à ce que je sache, on ne demande pas aux conscrits s'ils acceptent de monter au front ou aux civils de «consentir» à un rationnement qu'on leur assure «désirable»…!

PT

# QUAND LE SAGE MONTRE LA LUNE, L'IMBECILE REGARDE LE DOIGT...

Pour une belle polémique, ce fut une belle polémique ! «*Injuste*» – «*caricaturale*» – «*outrancière*» – «*intolérable*» – «*scandaleuse*» – «*assimilable aux dérives des extrémistes islamistes*» : les épithètes fustigeant l'affaire ont plongé d'autant plus bas qu'ils venaient de haut, président de Région, Député, Ministre et même président de la République.

Quel était donc l'objet de cette opprobre, vous entends-je demander. Bien peu de choses : une campagneke (quelques panneaux dans le métro parisien) d'affichage initiée par France Nature Environnement [1] à la veille du Salon de l'Agriculture. Mais ces affiches avaient le grand tort de proclamer des vérités pas bonnes à dire : «*L'élevage industriel des porcs et les engrais génèrent des algues vertes. Leur décomposition dégage un gaz mortel pour l'homme.*» – «*La loi n'impose pas l'étiquetage des viandes issues d'animaux nourris aux OGM.*» – «*Concernant les OGM, on n'a pas encore assez de recul...*» – «*Certains pesticides présentent un danger mortel pour les abeilles.*» Le propos s'accompagnait, comme dans toute communication se voulant impactante, de visuels et slogans plus ou moins percutants et bien choisis [2]

Et de l'impact, cette communication en a eu ! Sans doute plus que ses promoteurs n'osaient en rêver. C'est que le lobby agricole, relayé par ses alliés politiques, sortit l'artillerie lourde pour dézinguer les infâmes calomniateurs environnementalistes. Ils firent tant et si fort que l'affaire se retrouva en Une de tous les médias hexagonaux.

Premier à monter au feu, le patron de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) exprima son «*dégoût*» face à «*une campagne*

*parisienne de dénigrement*», une «*campagne d'une grande imbécillité, (…) choc, caricaturale et clairement orientée contre l'agriculture*». «*La campagne de FNE, je pèse mes termes, est un scandale et une provocation*» renchérit le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. Et le Président Sarkozy profita de sa visite au Salon de l'Agriculture – là même où, un an plus tôt, il avait abjuré le Pacte écologique et le Grenelle de l'Environnement en déclarant que «*L'environnement, ça commence à bien faire !*» – pour condamner, avec cet art consommé de la nuance qui fait son charme, une campagne «*détestable car elle monte une partie des Français contre les agriculteurs*», une campagne «*pas faite pour promouvoir des idées mais pour détruite des gens*», une campagne «*assimilable aux dérives des extrémistes islamistes*» (sic).

L'offensive ne se limita pas aux déclarations incendiaires. Le patron d'Atout France, agence de développement touristique de la France, décida de porter plainte auprès du Jury de déontologie publicitaire au prétexte que la campagne de FNE «*semble porter préjudice à l'un des secteurs les plus générateurs de croissance et d'emplois, le tourisme*». Mieux – ou pire, chacun choisira – tandis que son président Jean-Marie Le Drian évoquait une population «*meurtrie et choquée par cette campagne caricaturale*», la Région Bretagne entama une procédure devant le Tribunal de Grande Instance de Paris pour «*atteinte à son image*».

Deux fédérations interprofessionnelles – Inaporc et Interbev, représentant respectivement les filières du porc et du bétail – intentèrent pour leur part une action en référé demandant l'interdiction de l'affiche relative à l'alimentation OGM des animaux d'élevage considérée par elles comme «*un acte de dénigrement général du produit viande*». Le tribunal les débouta au titre de la liberté d'expression. A l'opposé de ce jugement, la RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens à laquelle incombe la gestion de l'affichage publicitaire dans le métro) refusa trois des affiches de FNE au motif du… «*devoir de neutralité de la fonction publique*» !

Face à cette surenchère de protestations et d'anathèmes aux excès surréalistes, la position de Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l' Ecologie et du Développement Durable (ainsi que des Transports et du Logement), trancha par sa sagesse. Priée voire sommée de se joindre au chœur des pleureurs, elle refusa de hurler avec les loups, ce qui lui aurait pourtant assuré la reconnaissance de ses pairs et la bienveillance d'un milieu agricole d'ordinaire peu amène avec le garant de l'écologie, a fortiori lorsqu'il s'agit d'une femme. Dominique Voynet qui fut en son temps taxée de «*salope*» et vit son cabinet mis à sac en toute impunité en sait quelque chose. Tournant le dos à cette solution de facilité, NKM a défendu le «*droit d'expression des associations environnementales*», estimant que «*c'est un principe*

*fondateur du Grenelle de l'Environnement. FNE a choisi d'affirmer ses inquiétudes sur un certain modèle agricole avec des visuels un peu choc. C'est un style contemporain qu'on trouve dans d'autres campagnes de communication, y compris dans certaines campagnes de communication de l'Etat.*» Une prise de position somme toute normale mais devenue trop rare que pour ne pas être saluée.

Ce remue-ménage politico-médiatique valut à la campagne et à France Nature Environnement une notoriété inespérée. Il n'est toutefois pas certain que l'objectif revendiqué par Bruno Genty, Président de FNE, dans une interview à «Libération» [3], «*dénoncer les excès de l'agriculture intensive (...) toucher plus de monde*», ait été atteint.

«*Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt*» dit un proverbe chinois. Il semble bien qu'ici, alors que FNE montrait les excès de l'agriculture intensive, les imbéciles n'aient regardé que l'image qui les pointait. Car ce qui frappe dans cette polémique, c'est l'absence totale de débat de fond. On a disserté à l'envi sur ces affiches sans jamais s'arrêter sur leurs messages. C'est d'autant plus regrettable qu'aucun de ceux-ci ne peut être légitimement contesté. Le manque de recul sur le danger des OGM, l'impact des pesticides sur la biodiversité en général et les abeilles en particulier, la problématique de l'azote agricole cristallisée en Bretagne à travers les algues vertes : les problèmes (d)énoncés sont bien réels et il est regrettable qu'ils n'aient pu être abordés en profondeur. Car ce n'est pas en tuant le messager que l'on fera disparaître la mauvaise nouvelle.

Le cas des affiches dédiées aux algues vertes qui focalisèrent l'essentiel des critiques et condamnations est particulièrement caractéristique de la légèreté et de la mauvaise foi avec lesquelles la démarche de France Nature Environnement a été traitée. Que disaient-elles ? «*L'élevage industriel des porcs et les engrais génèrent des algues vertes. Leur décomposition dégage un gaz mortel pour l'homme.*» C'est donc ce propos qui serait «*caricatural*», «*inacceptable*», «scandaleux», «*assimilable aux dérives des extrémistes islamistes*», etc. ? Soit. Mais dans cette logique négationniste, la Région Bretagne aurait alors intérêt à renforcer son pôle juridique afin de pouvoir gérer des poursuites appelées à se multiplier... et prendre des directions parfois étonnantes. Jugez plutôt.

«*Une fois déposées par la mer sur une plage ou sur des rochers, les algues vertes s'entassent, se dessèchent et commencent à fermenter sous une croûte qui se forme à la surface. Comme toute matière organique, leur décomposition produit alors de l'ammoniac et un autre gaz très toxique, le sulfure d'hydrogène.*

*Le fait de marcher sur ces algues et de crever cette croûte formée en surface aura pour conséquence de libérer subitement ces gaz dans l'atmosphère, présentant alors un vrai risque pour la santé, du fait de leur concentration. Dès que l'on perçoit la forte odeur d'œuf pourri caractéristique de la présence de sulfure d'hydrogène, il est recommandé de s'éloigner rapidement de la zone concernée.*» Inacceptable ? Cette mise en garde explicite ne provient pourtant pas d'extrémistes environnementaux sans égard envers le développement du littoral bigouden mais de... Tourisme Bretagne [4], «*le site officiel du tourisme en Bretagne*» !

«*Les algues vertes représentent un risque pour la santé humaine : dans les zones où elles s'accumulent, leur décomposition entraîne le rejet d'hydrogène sulfuré, gaz toxique pour les personnes qui le respirent [1] : si le gaz est très concentré dans l'air (1000 parties par million (ppm)), l'inhalation peut être mortelle en quelques minutes. Elles sont aussi la source de fortes nuisances olfactives qui perturbent les activités de loisirs. Elles peuvent également affecter l'économie locale en gênant la production d'huîtres (« activités conchylicoles »). (…) [1] Une étude conduite à l'été 2009 par l'INERIS, à la demande de la Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, sur la plage de Saint-Michel en Grève, a confirmé le fait que les amas d'algues en décomposition émettent des gaz toxiques à forte concentration, notamment de l'hydrogène sulfuré.*» Scandaleux ? Surtout scientifiquement avéré et cautionné on ne peut plus officiellement puisque l'information émane du site du ministère de l'Ecologie et du Développement Durable [5]... Et le propos ne s'arrête pas là ; la responsabilité de l'agriculture dans le phénomène est on ne peut plus clairement mise en exergue : «*Le nitrate provient aujourd'hui essentiellement des activités agricoles, notamment de l'épandage d'engrais azoté d'origine minérale ou organique (engrais de ferme, issu des déjections animales : lisier ou fumier - forme liquide ou solide [1]). En Bretagne : 1/3 de l'azote épandu est de l'engrais azoté minéral ; 2/3 de l'azote épandu est de l'engrais azoté organique issu des déjections des vaches (57%), porcs (31%), volailles (12%). Seule une partie de l'azote est absorbée par les plantes, et le reste se diffuse dans la nature (eau, sol, air). L'eau chargée en nitrates ruisselle depuis les champs, rejoint les rivières puis la mer. (…) En Bretagne, 25 kg d'azote par hectare[2] sont rejetés en moyenne chaque année dans les cours d'eau qui les transportent jusqu'à la mer (jusqu'à 95kg /ha par an dans certaines zones). Pour éviter tout impact négatif sur l'environnement, il faudrait que ce flux soit 3 à 5 fois plus faible. L'ensemble de la Bretagne est classée comme « zone vulnérable ». [1] Les lisiers, sous forme liquide, proviennent essentiellement des élevages de porcs, alors que le fumier, sous forme solide, provient essentiellement des élevages de bovins. [2] A titre de comparaison : 11 pour la Seine, 8 pour la Loire et 6 pour le Mississipi. (source : Ifremer)*»

Pour être conséquent avec lui-même, Monsieur Le Drian devrait commencer par s'insurger contre ces propos émanant à n'en pas douter de bobos parisianistes à la solde d'une Ministre trop élégante pour comprendre le travail de la terre puis demander réparation au nom de la Bretagne villipendée, calomniée, déshonorée.

Trêve de plaisanterie. Il est évident que les cris de vierges effarouchées générés par la campagne de France Nature Environnement relèvent d'une tartufferie d'autant plus méprisable que non seulement elle nie l'évidence mais se permet en outre de fustiger ceux qui l'énoncent.

La réaction de l'UDB (Union Démocratique Bretonne, parti militant pour une Bretgane autonome) a le mérite de remettre les pendules à l'heure et le constat posé pour la crise des algues vertes pourrait être élargi à l'ensemble des dérives de l'agriculture intensive, là et ailleurs : «*(...) La plupart des prises de position reflètent une confusion entre le problème et son révélateur. Ce qui nuit d'abord et avant tout à l'image de la Bretagne, c'est de ne pas avoir su répondre aux nombreux messages d'alerte lancés par les associations environnementales bretonnes depuis les années 70. Car les conséquences sur les milieux naturels du développement non maîtrisé de l'élevage intensif et du binôme maïs-pesticides sont connues depuis des décennies et ont fait l'objet depuis 1994 de multiples plans publics coûteux pour la collectivité mais sans effet majeur*.»
Par-delà la polémique, le traitement médiatique de cette affaire me fit étrangement penser au sort réservé à «Indignez-vous !», le best-seller de Stéphane Hessel [6].

Là aussi, on regarda le doigt et non la lune qu'il pointait. On s'attarda sur le phénomène d'édition (1.000.000 d'exemplaires vendus à ce jour) et la personnalité de l'auteur mais peu sinon pas sur le contenu de l'opuscule. Or, plus que l'appel à l'indignation et l'écho commercial sinon politique qu'il a reçu, c'est bien la motivation de ladite indignation qui importe.

Alors, qu'écrit Hessel ? Que «*le motif de la résistance, c'est l'indignation*.» Et «*dans ce monde il y a des choses insupportables. Pour le voir, il faut bien regarder, chercher. Je dis aux jeunes cherchez un peu, vous allez trouver. La pire des attitudes est l'indifférence, dire «Je n'y peux rien, je me débrouille». En vous comportant ainsi, vous perdez l'une des composantes essentielles qui fait l'humain. Une des composantes indispensables : la faculté d'indignation et l'engagement qui en est la conséquence.*» Citant Sartre, il rappelle «*Vous êtes responsables en tant qu'individus.*»

Si le propos est souvent consensuel – l'écart entre les très pauvres et les

très riches, les droits de l'Homme, l'état de la planète... – et flirte parfois avec une naïveté fleur-bleue – le livre se termine par un appel à «*une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation de masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous*» –, Hessel se réfère activement aux principes et valeurs portées en 1945 par le Conseil de la Résistance pour remettre en marche la société issue de la guerre. «*Un plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail ; le retour à la Nation des grands moyens de production, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques ; l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie, une organisation générale de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général*» : autant de principes et valeurs passés de mode... et sous silence. La lune, le doigt, le sage, l'imbécile...

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas:**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

[1] FNE - Ater-ego hexagonal d'IEW fédérant quelque 3.000 associations de protection de la nature et de l'environnement
[2] Vous pouvez consulter les six affiches en cliquant ici.
[3] 16 février 2011, propos recueillis par Gaëlle Epinat
[4] Pour accéder à ce site, cliquez ici
[5] Pour accéder à ce site, cliquez ici
[6] Stéphane Hessel, «Indignez-vous !», Editions Indigène, collection «Ceux qui marchent contre le vent», 2010.

# IL NE SE PASSE RIEN À FUKUSHIMA (ENFIN, SI PEU...)

« *Les ingénieurs et les autorités ont la situation sous contrôle. Elle évolue, c'est tout* ». Défense de rire : cette analyse tout en surréalisme de la menace nucléaire qui plane sur le Japon suite au tremblement de terre et au tsunami du 11 mars dernier ne sort pas de la bouche d'un humoriste à l'inspiration cynique mais de celle de Pierre Klees [1]), ingénieur civil mécanicien et électricien, (un des) père(s) du nucléaire civil belge. Un expert censé donc savoir de quoi il parle.

« *La situation est sous contrôle et évolue...* » Est-ce à dire qu'elle évolue sous contrôle ? Ou que le contrôle évolue en même temps qu'elle ? Dans ce cas, dans quel sens évolue-t-il : il se renforce ou s'affaiblit ? Mon esprit formé aux sciences dites humaines ne dispose sans doute pas de la rationnalité scientifique nécessaire pour comprendre la subtilité du propos. Heureusement, Pierre Klees Ir fait aussi dans la réflexion existentielle, plus en phase avec mon intellect. La situation des réacteurs nippons lui inspire ainsi ces pensées d'une profondeur philosophique et d'une sagesse à rendre Lao Tseu jaloux s'il n'était pas au-dessus de ça : « *Tout accident est source de progrès* » ; « *L'incitation à la peur ne donne pas de résulats positifs* ». Ce à quoi j'aurais tendance à répliquer « *Et mon cul, c'est du poulet ?* » si je ne risquais pas, ce faisant, d'avaliser le discrédit et motiver le mépris que la science dure voue à ses demi-soeurs humaines. Je me contenterai donc de constater que là, il pousse le bouchon un peu loin, Pierre !

Tâchons d'oublier le débat sur la sortie (ou non) du nucléaire et le positionnement quasi sectaire entre « pro » et « anti ». Oublions les arguments économiques et stratégiques pour nous concentrer sur ce qui est ici en jeu :

les dangers inhérents à l'énergie atomique.

A moins qu'il ne dispose d'informations ayant échappé à l'ensemble des observateurs, il faut une fameuse dose de culot à M. Klees Ir pour oser affirmer que la situation est « *sous contrôle* ». La succession d'incidents (fuites, explosions, incendies...) qui frappent la centrale de Fukushima paraît au contraire relever d'une dynamique devenue totalement incontrôlable. Peut-être notre exaspérant expert considère-t-il qu'éteindre un incendie, déverser de l'eau pour refroidir un réacteur ou relâcher de la vapeur – contaminée – pour diminuer la pression dans des cuves et des enceintes de confinement relève du contrôle des événements ? J'y verrais plutôt une lutte contre les conséquences de ceux-ci, la tentation d'éviter de nouveaux dommages sans rien pouvoir changer aux effets inéluctables des précédents : les rejets radiocatifs dans l'atmosphère ou dans les nappes phréatiques distilleront inexorablement leur poison. Longtemps classée au niveau 3 sur l'échelle internationale INES qui en compte 7, la catastrophe avait atteint le niveau 6 à l'heure où j'écris ces lignes. Sans doute une aggravation « contrôlée », Klees-San Ir ?

« *L'incitation à la peur ne donne pas de résulats positifs* », certes, mais nier la réalité en génère de dramatiquement négatifs. Evacuer la population d'une zone à risque ou l'appeler à se confiner constituent des mesures dont on cherchera vainement le caractère rassurant mais il serait pour le moins inconséquent de ne rien faire sous prétexte de ne pas « *inciter à la peur* » ! Par ailleurs, ne pas interroger les risques liés à l'industrie nucléaire en arguant qu'ils sont faibles ou que « *cela ne peut pas arriver chez nous* » s'apparente à un déni autistique. Si, pour paraphraser le ministre français de l'Energie, Fukushima relève du « *scénario apocalyptique* », les catastrophes de Three Mile Island et de Tchernobyl – autres accidents marquants de la courte histoire du nucléaire – n'étaient pas, elles, consécutives à des convulsions de la Nature mais à des dysfonctionnements techniques et humains dont il serait aussi prétentieux que dangereux d'affirmer qu'ils ne peuvent survenir « chez nous » (chaque pays s'appropriant ce « chez nous » !).

Le rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (ISRN) français sur l'origine des «incidents» survenus en 2009 dans les centrales apparaît ainsi particulièrement interpellant. En passant au crible le parc nucléaire français, soit 58 réacteurs, l'IRSN a recensé 713 « *événements significatifs pour la sûreté* » (EES) soit une hausse de 14% par rapport à 2008 et une augmentation quasi constante depuis 2005. Et l'ISRN constate « *malgré les efforts de prévention réalisés, une très forte prépondérance du facteur humain (85%) à l'origine des incidents significatifs (…)* ». Pour expliquer ces erreurs humaines croissantes, l'IRSN cite notamment la com-

plexification des procédures mais aussi « *la recherche de productivité* » qui conduit « *à de fortes tensions sur les activités pendant les arrêts de réacteurs* ».

Périodiquement, en général tous les 12 à 18 mois, les réacteurs doivent en effet être arrêtés afin de renouveler une partie du combustible nucléaire. La durée de ces arrêts, qui constituent aussi l'occasion de vérifier ou d'entretenir le matériel, s'échelonne entre un et trois mois. Pendant ce temps, le réacteur ne produit pas d'électricité et représente donc une perte économique sèche pour son propriétaire. D'où la tentation de réduire au minimum les temps d'arrêt… avec toute la pression que cela peut impliquer pour les salariés chargés des opérations. Les statistiques réalisées par l'IRSN sont à ce titre éloquentes : les EES pendant les arrêts représentent à eux seuls 45% du total recensé en 2009 alors qu'un réacteur est en arrêt pour rechargement 10% de l'année en moyenne. Une tendance similaire se manifeste pour les opérations de maintenance qui représentèrent en 2009 près de 30% des EES survenus sur le parc nucléaire français et qui sont « *essentiellement d'origine humaine ou organisationnelle* » souligne l'IRSN.

Un autre élément de ce rapport mérite que l'on s'y arrête : le seul incident classé au niveau 2 (les autres étaient au 1) de l'échelle INES ne résultait pas d'une intervention humaine mais d'un phénomène naturel, à savoir l'obstruction de la station de pompage refroidissant le réacteur n°4 de la centrale de Cruas (Ardèche) par des végétaux charriés par le Rhône. Cet incident qui aurait pu être lourd de conséquences démontre que, même « chez nous », les installations nucléaires s'avèrent vulnérables aux caprices de la Nature.

Alors, bien sûr, comme Pierre Klees Ir l'acte dans sa sérénité quasi bouddhiste, « *les accidents font partie de la vie* ». Mais ceux liés à l'atome ont des conséquences telles qu'on ne peut pas prendre le risque de s'y exposer. Car il ne s'agit pas ici uniquement de victimes directes mais aussi et surtout d'impacts sanitaires majeurs affectant plusieurs générations. Vingt-cinq ans après Tchernobyl, on sait que les cancers et les malformations génétiques ont explosé au sein des populations irradiées en première ligne mais nul ne peut encore dire combien de temps le mal se transmettra et on ne connaîtra sans doute jamais les effets du nuage toxique qui traversa l'Europe…

Le danger de contamination dépasse le cadre des activités de production ; il est aussi intimement lié à la problématique des déchets, ces déchets irradiés dont on ne sait que faire et qui menacent la sécurité des générations futures. Les scientistes laudateurs du nucléaire sont libres d'espérer que la science toute puissante nous apportera un jour LA solution. Si tel devait être le cas,

elle permettrait de désactiver les bombes à retardement qui sommeillent aux quatre coins de la Planète. Mais dans l'attente de cet hypothétique grand jour, la poursuite obstinée de l'activité nucléaire équivaut à ajouter régulièrement une balle dans le barillet du revolver avec lequel nous jouons à la roulette russe.

Dans un article publié le 1er mars dernier dans la revue « Bulletin of Atomic Scientists » – une organisation d'éminents scientifiques, dont de nombreux prix Nobel, qui évalue le risque nucléaire –, l'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, qui n'est pas scientifique mais n'en est pas moins pertinent pour autant (au contraire ?), écrit, évoquant Tchernobyl : « *Nous n'avons pas encore pris toute la mesure de cette tragédie qui nous rappelle de manière choquante la réalité de la menace nucléaire. (…) Alors que la population mondiale continue de croître et que la demande d'énergie augmente, nous devons investir dans des sources d'énergie alternatives et durables - éolien, solaire, géothermie, hydroélectricité.* » Et Gorbatchev exprime ses craintes quant à un événement auquel l'humanité n'a pas encore été confrontée mais qui lui pend au nez : « *La catastrophe de Tchernobyl était accidentelle, liée à une technologie défaillante et des erreurs humaines. La catastrophe de demain pourrait quant à elle être intentionnelle.* » En d'autres termes, des terroristes pourraient prendre pour cible des réacteurs ou des sites de stockage nucléaires.

Avec sa pathétique reprise de « *Tout va très bien, Madame la marquise* », Pierre Klees Ir fait de la situation japonaise une présentation pleine de mauvaise foi, à l'instar du rapport de la Commission Energie 2030 sur l'avenir énergétique de la Belgique – lequel ne pourra, bien entendu, être que nucléaire... – dont le ministre Verwilghen avait eu la très mauvaise idée de lui confier la vice-Présidence (la Présidence étant assurée par un autre prosélyte de l'atome, William d'Haeseleer, afin d'éviter tout risque d'objectivité). Cette croyance aveugle en une technologie qu'il a implantée dans notre pays relève de sa liberté de pensée, soit. Mais dans les circonstances actuelles, elle revêt un caractère insultant voire indécent. Peut-être expliquera-t-il aux irradiés de Fukushima et à leur progéniture que « *C'est bien triste mais bon, la maladie et la mort font partie de la vie, hein, que voulez-vous...* »

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
***"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)***

[1] Dans l'émission « Matin Première » du mardi 15 mars sur La Première (RTBF-Radio)

# OXYMORON & COMPENSATION PRODUCTIONS PRESENTENT: LA FORMULE 1 VERTE

Vous imaginez un proxénète féministe, un mac qui verserait une contribution à la lutte contre la traite des blanches pour chaque passe endurée par ses filles ?

Et un boucher végétarien, un opérateur d'abattoir qui s'absoudrait des bêtes occises sur ses chaînes par des dons à Peta ?

Ou encore un chimiste bio, Monsanto ou Bayer qui financerait un programme de développement de l'agriculture intégrée ?

Non ?! Alors là, je dois vous le dire, vous manquez cruellement d'imagination. Et vous avez intérêt à revoir sans délai vos grilles d'analyse si vous ne voulez pas être irrémédiablement largués par le monde en marche. Car si les oxymorons éthiques évoqués ci-dessus constituent des specimens de démonstration dont j'ignore s'ils sont ou seront in fine sortis par la société, il en est un autre, à tout le moins aussi fascinant, qui vient d'être mis en vitrine : la Formule 1 (et, plus globalement, la course automobile) verte.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici d'une déclinaison du concept Formule 1 pour l'ouvrir à des véhicules électriques, alimentés par des panneaux photovoltaïques voire roulant à l'agrocarburant de Xème génération. Non, on n'est pas dans l'ersatz écologiquement correct mais dans l'originel, l'authentique, le vrai de vrai : le bolide fumant et rugissant.

Je devine votre incompréhension voire votre incrédulité. Comment une bagnole consommant plus de 70 litres d'essence (sans plomb, le règlement y tient !) aux

100, émettant quelque 1.500gr/CO2 au kilomètre, usant les trains de pneus comme un peep-show les mouchoirs jetables, générant un bruit allant de 140 à 150 décibels soit autant qu'un avion au décollage et bien au-delà du supportable pourrait-elle prétendre au label vert... ? C'est pourtant simple. Allez, réfléchissez.

Vraiment pas d'idée ? Bon, je vous donne la formule magique, le sésame ouvrant au pécheur les portes de la vertu : la compensation carbone, bien sûr !

C'est «Le Soir» du jeudi 24 mars dernier qui nous annonça la nouvelle doublement bonne puisqu'elle mettait dans le même temps à l'honneur notre nouveau héros national, «*le premier pilote belge en Formule 1 depuis 26 ans*» : « *D'Ambrosio sera le premier pilote de F1 «vert» - Figure de proue de la filière Gravity créée par Gérard Lopez et Eric Lux, propriétaires par ailleurs de l'écurie Renault, Jérôme D'Ambrosio deviendra bientôt le leader d'une filière «verte» voulue par son management. «Notre filière gère pas moins de quinze pilotes, engagés du kart à la F1», dit un représentant de Gravity. «Et nous finalisons ce programme «vert» à travers lequel tous leurs déplacements et courses feront notamment l'objet d'une compensation carbone.*»

Aaaaaaah, la compensation carbone... Que voilà une bien belle invention ! Finie désormais la culpabilité ; au diable, les reproches : allez et polluez en paix... pour autant que vous compensiez. Ce que ne font certainement pas les donneurs de leçon frustrés fustigeant 4X4, piscines, mini-trips hebdomadaires et vacances insulaires qu'ils n'ont pas les moyens de se payer !

D'accord, je caricature quelque peu mais il n'empêche que l'on atteint là des sommets dans l'art de la Tartufferie.

La Formule 1 est une activité – je lui refuse le titre de «sport» – que l'on peut affubler de nombreux vocables et qualificatifs mais s'il y en a un auquel elle ne pourra jamais prétendre, c'est bien «vert». Et aucune compensation carbone ne pourra changer cette réalité.

J'ai évoqué plus haut ses «performances» en termes de consommation, d'émissions de CO2 et de bruit. On pourrait ajouter, sur un plan plus éthique, que l'on peine à trouver sa valeur d'exemple et qu'elle promeut tout au contraire des valeurs et comportements le plus souvent à l'antipode du souhaitable : invasion publicitaire, gabegie financière, culte du luxe et de l'artifice, gaspillage des ressources instauré en mode de vie. Sur ce dernier point, le quotidien «The Guardian» a publié en 2007 une enquête sur le bilan carbone de la saison du pilote britannique Jason Button. Le résultat se situait

autour de 50 tonnes de CO2 émis... dont plus de la moitié liée aux déplacements incessants du bonhomme entre sa résidence monégasque (no comment) et les divers circuits. Et cela ne tenait pas compte des «breaks» pris entre deux courses pour relâcher la pression à l'autre bout de la planète.
Que quelques grands enfants gâtés [1] s'amusent en se faisant la course au volant d'engins dont le coût injurie la décence est une de ces multiples incongruités de la société humaine que chacun jugera à l'aune de ses valeurs. Mais que les promoteurs de ce cirque médiatico-financier puissent s'acheter une image vertueuse à l'opposé de leurs comportements constitue par contre une dérive face à laquelle on ne peut que s'insurger. Car en aucun cas allonger le pognon ne doit suffire pour s'exonérer de ses responsabilités, environnementales et autres. La liberté des uns d'agir comme bon leur semble s'arrête aux dommages que leurs agissements causent aux autres. La Formule 1 «verte», c'est l'apogée d'une escroquerie intellectuelle commencée avec la voiture «propre». Mais ici, à la duplicité du concept se conjugue l'obscénité du moyen, l'achat du pseudo label vert.

L'ambiguïté et les dangers de la compensation carbone ont été mis en évidence dès l'émergence de ce nouveau marché des indulgences. Qu'elle serve de psychotrope aux consciences culpabilsantes n'est pas, loin s'en faut, la pire de ses tares. Plus graves sont en effet son pouvoir de greenwashing (le cas évoqué avec la F1 n'est qu'un exemple, certes gratiné, parmi beaucoup d'autres) et le manque de contrôle indépendant sur les projets financés par ce système. Mais c'est une autre histoire.

Le caractère attrape-couillon d'une étiquette verte qui, accolée à tout et à n'importe quoi permettrait d'éviter de mettre en cause la nature même de ce tout et de ce n'importe quoi a lui aussi été dénoncé. En vain si on en juge par la multiplication des appellations aussi fumeuses que fumistes. La «Formule 1 verte» arrive en effet après que le capitalisme vert, la chimie verte, la croissance verte et quelques autres aient eux aussi voulu nous happer dans leurs mirages. Et ne nous illusionnons pas : aussi impressionnant soit-il déjà, le phénomène n'en est encore qu'à ses balbutiements. Il y a de quoi se faire du mouron...

Pour en revenir au cas de la Formule 1, «*(...) les écuries se sont collectivement et fermement engagées à réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière significative. Ceci est cohérent avec la position de leader de la Formule 1 en matière d'innovations technologiques et illustre ce qui peut être accompli par des organisations qui ne sont pas traditionnellement liées à l'agenda environnemental. Nous pensons que l'excellence ingénieuriale qui existe en Formule 1 aura son rôle à jouer dans l'inévitable transition vers des moyens de transport plus efficients.*» [2] Concrètement, les construc-

teurs et la Fédération Internationale de l'Automobile se sont accordés pour réformer le règlement technique du championnat de F1, «*passant à partir de 2013 des actuels moteurs V8 2.4 litres atmosphériques limités à 18.000 tours/minute à des 4 cylindres 1.6 turbo limités à 12.000 tours/minute*» (les connaisseurs apprécieront sans doute…). Objectif déclaré : «verdir» (on y revient) la compétition avec notamment une réduction de la consommation de l'ordre de 35%. Au train où vont les choses, le gouvernement wallon n'aura bientôt plus d'états d'âme ni de problèmes de conscience liés à sa subsidiation du Grand-Prix de Belgique : il pourra donner son traditionnel coup de pouce sans gêne et avec plaisir via des primes aux voitures propres ! Elle est pas belle, la vie... ?!

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

[1] Enfin, je ne mesure peut-être pas ce qu'est le chemin de croix du pilote en gestation... «*Vous devez vivre à 100% pour votre métier ou votre passion. Je dis souvent que Jérôme n'a pas pu vivre une jeunesse comme celle des autres : pas de sortie, pas d'alcool, manger équilibré, faire attention, du travail, toujours du travail... Tout est sacrifié pour arriver à son objectif. Alors, bien entendu, il faut un minimum de talent inné, mais combien d'heures de travail et de volonté inflexible...*» dixit le mentor de notre premier Belge en Formule 1 depuis 26 ans. (Interview publiée dans « Références » du 21/12/2010.) Dur, dur. Respect, Jérôme. Et dire que mon geignard de filleul qui suit un apprentissage en boulangerie-pâtisserie ose se plaindre parce qu'il doit être au turbin tous les jours à deux heures du mat'. Cet extrait, ce devrait être comme la « Lettre de Guy Moquet » en France : on devrait la faire lire dans toutes les écoles pour que nos jeunes prennent conscience de ce que la vie inflige à certains d'entre eux.
[2] Source : FOTA (Formula One Teams Association)

# CONTES & MECOMPTES DU NUCLEAIRE

Jusqu'au 20 avril 2011, je croyais Didier Reynders immunisé à vie contre la rage taxatoire. Il éprouvait une telle délectation à fustiger ce mal infestant « la gauche » – soit, à ses yeux, l'ensemble du champ politique wallon hors MR – que je n'imaginais pas qu'il puisse, lui aussi, y succomber un jour. Et puis voilà que ce 20 avril 2011, ce qui constituait une de mes rares certitudes a été brisé, réduit à néant par un titre étalé en Une du « Soir » : « *Reynders : «Doublons la taxe nucléaire*» ».

C'est le genre d'information qui vous secoue l'entendement. Didier Reynders prônant le doublement d'une taxe se situait pour moi au-delà de l'impropable et de l'incongru ; c'était tout simplement impossible, un impossible teinté de blasphématoire. Un peu comme si Benoît XVI annonçait l'ouverture d'un bar Holebi [1] avec backroom dans les caves du Vatican. Ou qu'Albert et Paola, leurs enfants et petits-enfants assistaient en invités d'honneur au prochain pélerinage de l'Yser. Pourtant, je dus me rendre à l'évidence : l'article en pages intérieures confirmait le propos. Notre paradoxal ministre des Finances y déclarait en effet : « *Sur base du rapport de la BNB, il ne serait pas déraisonnable de doubler la taxe, actuellement de 250 millions d'euros, et donc de la faire passer à 500 millions d'euros brut (brut, car la taxe est déductible).* »

J'en étais encore à chercher une explication à ce coup de folie libéralicide que mon bon sens politique fut secoué par une seconde déflagration. Et cette fois, la bombe était lâchée par les socialistes.

Auditionnés par la Commission Economie de la Chambre suite à leur évaluation de la rente nucléaire, les représentants de la Commission de Régulation de l'Energie et du Gaz (CREG) se voyaient remonter vigoureusement les bretelles

par un PS les accusant de... surestimer les bénéfices qu'Electrabel retirait de l'exploitation de ses centrales. Ma logique s'y perdait d'autant plus que la position socialiste rejoignait dans le surréalisme le désaveu infligé quelque temps plus tôt à cette même CREG par le gouvernement fédéral, lequel avait mandaté la Banque nationale pour procéder à une contre-évaluation de la rente nucléaire, les chiffres du régulateur lui paraissant trop élevés... soit, *in fine*, trop favorables aux finances de l'Etat ! [2]

On a donc, d'un côté, un libéral plaidant pour le doublement d'une taxe et, de l'autre, une gauche (ainsi qu'un exécutif) récusant le travail d'une autorité publique jugée trop attentive aux bénéfices du privé ! C'est le monde à l'envers, un capharnaüm politico-financier où un économiste ne retrouverait plus ses théories. Comprenne qui pourra mais, à défaut de comprendre, on se doit d'interroger ce qui motive ces positionnements contre-nature .

Qu'est-ce qui peut, par exemple, expliquer la virulence envers le président de la CREG accusé par la députée PS Karine Lalieux de « *déclarations mata-moresques* » [3] et de « *provocations médiatiques* » [4] ? Sauf à considérer cet homme au parcours rectiligne et sans aspérité [5] comme un cerveau du PTB (Parti du Travail de Belgique) voué à l'entrisme, on voit mal pourquoi il orchestrerait une sur-évaluation de la rente nucléaire... Il est à craindre que ce « pourquoi » n'ait pas de raison d'être, que – comme beaucoup d'experts le pensent – les calculs du régulateur soient exacts et que les gesticulations politiques ne visent qu'à plaire à Electrabel dont les dirigeants manient habilement la menace du non-paiement.

Une chose est certaine : tout cela ne contribue pas à clarifier le débat indispensable sur le nucléaire. Déjà majoritairement hermétique aux processus techniques en jeu, la population a peu de chances de s'approprier plus aisément les enjeux financiers sur – et sous – la table... Comme la question des déchets et des impacts sanitaires passe elle aussi au-dessus des têtes sans décoiffer grand monde, les industriels de l'atome pourront ainsi continuer leur florissant business en toute tranquilité et discrétion, se contentant d'entretenir ponctuellement l'image d'une énergie non polluante, abondante, high-tech et sous contrôle. Dormez, braves gens, nous nous occupons de tout...

Ce culte de la discrétion constitue d'ailleurs le coeur de la stratégie des promoteurs du nucléaire. C'est dans cette logique que l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), émanation de l'ONU créée en 1957, a signé le 28 mai 1959 avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), autre succursale onusienne, un accord (dit WHA 12-40) stipulant dans son Article 3 que « *chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt*

*majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord* ». En clair, cela signifie que l'OMS ne peut ni travailler ni communiquer sur les questions nucléaires sans l'assentiment préalable de l'AIEA. Un cas de figure qui risque de se révéler très rare : selon ses statuts, l'AIEA a en effet pour vocation « *d'accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier* ». On la voit dès lors mal donner le feu vert à quoi que ce soit susceptible de nuire à son objectif de développement du nucléaire civil.

On ne s'étonnera plus, dans ces conditions, du flou qui entoure les conséquences sanitaires des catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, pour ne parler que de ces deux événements majeurs.

Cet accord WHA 12-40 prend un relief plus particulier encore lorsqu'on le rapproche des initiatives en matière de nucléaire lancées par l'OMS avant qu'elle ne fasse vœu de silence.

En 1957, l'organisation a réuni un groupe d'étude composé d'experts internationaux, dont le Professeur H.J. Muller Prix Nobel 1946 de Physiologie-Médecine, en vue de rédiger un rapport sur les effets génétiques des radiations sur l'Homme. Voici ce qu'on peut y lire : « *Le patrimoine génétique est le bien le plus précieux de l'être humain. Il détermine la vie de notre descendance, le développement sain et harmonieux des générations futures. En tant qu'experts, nous affirmons que la santé des générations futures est menacée par le développement croissant de l'industrie atomique et des sources de rayonnements. (…) Nous estimons également que les mutations nouvelles qui apparaissent chez les êtres humains seront néfastes pour eux et pour leur descendance.* » [6]

Un autre groupe d'étude mis sur pied l'année suivante par l'OMS pour analyser les « *questions de santé mentale que pose (aux populations) l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques* » arrive lui a une conclusion édifiante qui préfigure l'accord qui sera signé l'année suivante avec l'AIEA et, plus globalement, reconnaît et justifie – pour ne pas écrire recommande – la stratégie de l'ignorance développée par le lobby nucléaire. Jugez plutôt : « *Du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude et qui, pour citer joseph Addison, le poète anglais du XVIIIème siècle, saurait « chevaucher l'ouragan et diriger la tempête* » ». [7] Tout est dit…
Cela fait trop longtemps que la filière nucléaire échappe au contrôle démocratique de ceux qui ont – parfois contraints et forcés – financé son

développement. Sans un soutien financier considérable de l'Etat, notamment au niveau de la recherche et du développement, les centrales belges n'auraient jamais vu le jour. Les consommateurs ont ensuite payé des années durant l'amortissement anticipé de ces centrales. Or, ni l'un ni les autres n'ont jamais bénéficié du moindre « *retour sur investissement* » : les pouvoirs publics peinent à chiffrer – et plus encore à taxer - les plantureux bénéfices qu'Electrabel retire de ses réacteurs tandis que les consommateurs n'ont pas vu leur facture baisser une fois les infrastructures amorties. Dans ce contexte et compte-tenu des autres enjeux – notamment sanitaires et sécuritaires – liés à l'industrie de l'atome, il n'est nul besoin d'être communiste pratiquant pour s'interroger sur la pertinence de laisser ce secteur aux mains du privé.

Une reprise par l'Etat éviterait à tout le moins à nos politiques de se perdre en rodomontades et coups de bluff pour obtenir l'aumône d'une entreprise passée maître (comme beaucoup d'autres…) dans l'évitement du pot commun. Rappelons à cet égard que son excellence en ingénierie fiscale lui a permis en 2009 de verser 500.000 euros d'impôts pour un bénéfice déclaré (et mis en doute par beaucoup) de 1,5 milliard. Soit un taux d'imposition de 0,04%. Respect…

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas:**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

[1] Holebi : contraction de « homosexuels, lesbiennes et bisexuels ».
[2] Selon les calculs de la CREG, le montant de la rente nucléaire se situe dans une fourchette de 1,75 à 1,95 milliard d'euros en 2007, de 1,39 à 1,56 milliard en 2008, de 2,34 à 2,47 milliards en 2009 et de 1,23 à 1,37 milliard en 2010. La BNB l'évalue pour sa part entre 809 et 951 millions d'euros. C'est sur base de cette rente que l'Etat souhaite taxer Electrabel.
[3] « La Libre Belgique », 5 mai 2011
[4] « L'Echo », 5 mai 2011.
[5] Diplômé en économie appliquée (KUL) et titulaire d'un master en finance (Vlekho), il a travaillé chez LeviStrauss et Domo (important groupe textile flamand) avant de rejoindre le service public, d'abord chez Aquafin puis à la CREG dont il porte la double casquette de directeur et de reponsable du département contrôle des prix.
[6] OMS, « Effets génétiques des radiations chez l'homme. Rapport d'un groupe d'étude réuni par l'OMS », Genève, 1957, p. 183.
[7] « Rapports techniques », n° 151, p. 59, OMS, Genève, 1958.

# FAITES SAUTER LA BANQUE!

Ce n'est pas vraiment un livre, tout juste un opuscule [1] égaré parmi les briques aux paginations centenaires du rayon «Questions de société». Difficile de dire ce qui m'attira vers lui... Son titre au rouge écarlate ? Le portrait noir et blanc rendu anonyme qui orne sa couverture ? L'accroche en forme d'explication de texte - «Lettre d'espoir au monde que j'ai quitté» ? Je l'ignore mais je sais par contre que la quatrième de couverture généra un mélange d'intérêt et de curiosité à l'origine de mon achat.

«*Si je ne peux signer cette lettre de mon nom, comme certains d'entre vous me le reprocheront, c'est pour une simple raison : je l'ai perdu, comme tout ce qui faisait ma vie. Exilé à un bout du monde, loin des consommations de nos existences remboursables par petites mensualités, ruiné par les banques, leurs organismes, les arnaqueurs de la grande distribution et le cannibalisme d'un système qui aiguise les appétits pour mieux nous avaler, il ne me reste que ces mots, que nul ne pourra détourner. J'avais choisi de garder le silence, de rester en douleur avec mes erreurs du passé, atterré de me retrouver là, sur les bords du Mékong, dans une misère que je ne pouvais imaginer. Mais en voyant ces enfants mourir, ces femmes agoniser au labeur, ces vieillards se saouler pour leurs quarante ans, j'ai compris que je ne pouvais plus me taire. Le capitalisme anonyme, de partout, signe ses infamies : il tue des millions d'humains, il fait de la planète un vivier de clients sans joie, décortiqués par des truands cupides et des élus d'affaires. Si nous ne faisons rien, si nous nous taisons tous, honteux dans nos solitudes complices, l'humanité, asservie et surendettée, ne survivra pas à ce siècle.*»

La lecture des 62 pages bien aérées de ce coup de gueule hésitant entre la virulence de la révolte et le morale de la sagesse, me laissa perplexe. L'exercice me paraissait vain, il n'y avait là rien que je ne connaissais – et

partageais – déjà ; pourtant, dans le même temps, il me semblait avoir un caractère utile et même salutaire. C'est quelques jours plus tard que l'évidence me sauta aux neurones.

A l'occasion de la clôture du projet EXIT CO2 porté par IEW, j'écoutais Frédéric Chomé, fondateur et directeur de la société Factor X spécialisée dans le calcul et la réduction de l'empreinte carbone, mettre en exergue l'impact des investissements financiers sur ladite empreinte lorsque le déclic s'opéra : le mérite d'«Insolvables !» est d'attirer notre attention sur le rôle moteur du système bancaire dans le monde tel qu'il va, un rôle capital et pas très reluisant auquel nous contribuons tous, fut-ce à l'insu de notre plein gré. Car bien que nous préférions souvent l'occulter voire la nier, la réalité est implacable : l'argent que nous plaçons en banque sert à financer des activités économiques pas toujours – et même pas souvent – vertueuses, tant du point de vue environnemental que social. Et au-delà de notre (éventuelle) épargne, les prêts que nous contractons et les intérêts que nous payons participent à cette mécanique infernale de financement de la production et de la consommation.

Cette reponsabilté et, in fine, cette culpabilité indirectes des «clients des banques» que nous sommes tous méritent d'être rappelées et, s'il peut parfois énerver par son style grandiloquent, l'anonyme auteur sait le faire en interpellant nos contradictions et en grattant là où ça fait mal.

«*Nous sommes tous les complices infantilisés de cette pornographie financière, de cette machination, je l'ai dit, de cette hypocrise, car à toutes les étapes de notre existence, dans tous les secteurs de notre vie, nous tombons dans les pièges les plus basiques, ceux qui excitent notre amour-propre, mais qui ne l'est en rien, ceux qui valorisent notre aspiration au bien-être, ce produit phare qui ne s'éteint jamais et nous mène au naufrage, ceux qui nous poussent à acquérir et à posséder toujours plus pour satisfaire des désirs fabriqués et imaginaires – avec l'aide bien sûr, quand c'est encore possible, de crédits bancaires innovants –, ces pièges où l'on emprunte pour rester endormi, prolonger de quelques mois encore, ou de quelques années, un mirage de nous-même et de la réussite, anesthésié par tous les marchands d'artifices qui nous mettent sans tarder, sans compassion pour nos naïvetés et l'issue délétère de leurs ignominies, au caniveau de mort. Nous tombons aveuglés, impatients, dans tous ces pièges énormes et monstrueux qui enflamment nos vieux instincts, nos besoins de sécurité et de consolation, de séduction et de pouvoir, nos rêves de vie que nos salaires bafoués ne nous permettent pas...*»
Curieusement, alors que les sommations à poser «un geste pour la Planète» font aujourd'hui partie de notre quotidien, que nous sommes invités à revoir

nos habitudes et comportements afin de «préserver l'avenir de la biodiversité et des générations futures», que l'on nous presse à changer nos ampoules, notre voiture, notre alimentation, notre énergie, etc. pour passer au vert, «on» nous laisse dans l'ignorance de l'arme que constitue le choix de notre banque et, au-delà, l'usage de notre pouvoir financier.

Bien sûr, il y eut le coup médiatique d'Eric Cantona invitant à retirer massivement son épargne un jour J à l'heure H afin de faire s'effondrer le système mais, hormis quelques faiseurs de buzz, personne ne le prit au sérieux. Ce n'était, de fait, qu'une saillie un brin populiste et un tantinet démagogique d'une grande gueule sympathique et sans doute sincère mais sans légitimité sur le sujet.

Un tel appel n'a de sens et de poids qu'accompagné d'explications détaillées sur ses motivations et d'alternatives crédibles permettant de mettre en place un contre-pouvoir capable de s'opposer efficacement à celui que l'on combat. Et cela ne relève pas du fantasme militant.

Une récente étude française [2] s'est intéressée à l'impact en terme de CO2 d'un euro placé dans différentes banques, impact consécutif à l'utilisation qui est faite de cet argent. Si vous optez pour le Groupe Crédit Agricole, votre argent sera source de 1.070 grammes de CO2 ; à l'opposé, confié à la NEF (Société coopérative de finances solidaires), il n'en génèrera que 200 grammes. La NEF ne représente malheureusement qu'un dix-millième de la masse financière traitée par BNP-Paribas, établissement n°1 en France (et où un euro placé «vaut» 905 gr de CO2).

Imaginez l'espace d'un instant un déplacement massif des fonds placés chez BNP-Paribas, au Crédit Agricole ou dans n'importe quel grand groupe «de la place» vers la NEF et d'autres établissements animés par la même philosophie d'une «économie plus humaine»... Il y aurait là «le pouvoir de dire non» [3] aux options économiques entretenues par ces puissances financières au mépris des enjeux sociaux, éthiques et environnementaux.

Et ce n'est pas la seule prise que nous ayons sur ce pouvoir de l'argent.

«*Retirer son argent des banques pour le placer dans des établissement qui, hormis la NEF, minuscule (60 salariés), n'existent pas encore aujourd'hui – n'en déplaise au Crédit coopératif ou aux Caisses régionales du Crédit agricole –, oui, il faudra en passer par là au plus vite, dès que possible, mais surtout, dès à présent, il faut arrêter d'emprunter à ces forgerons de menottes, ces tisserands de camisoles, à ces vendeurs de vents qui nous les font payer au prix de notre liberté d'action et de pensée. Il faut cesser de pactiser avec l'ennemi, avec les ferrailleurs d'un système qui nous condamne tous, de collaborer avec eux aux pires crimes contre l'humanité.*»

Rien n'est perdu, tout reste à gagner.

En 2000, s'exprimant devant les salariés de Michelin protestant contre un «dégraissage» – synonyme politiquement correct et éthiquement nauséabond de licenciement – massif alors même que l'entreprise annonçait un bénéfice record, Lionel Jospin, alors Premier ministre, avait avoué son impuissance et surtout sa résignation à travers un pathétique «*L'Etat ne peut pas tout*» qui fut sans doute le déclencheur de son échec à l'élection présidentielle de 2002. A l'opposé de ce fatalisme mortifère, il faut être convaincu que les citoyens peuvent tout. «*El pueblo unido jamas sara vencido !*»

Nous avons le pouvoir de faire changer les choses, de choisir notre destin, de décider de la marche du monde. Aussi puissantes soient-elles, les forces politiques et économiques ne peuvent rien face à la volonté de citoyens unis et solidaires. Ces deux conditions sont toutefois loin d'être remplies à l'heure actuelle. C'est pourquoi toute contribution qui, comme ces «Insolvables !», peut susciter la réflexion et fissurer le consensus consumméristе mérite que l'on s'y arrête.

«*Mutation moderne et ultime de l'instinct de survie, le capitalisme, en un cannibalisme effréné, un capibalisme insatiable, a transformé l'Homo Sapiens (appellation discréditée) en Homo Capitalis, lui permettant de sévir plus vite et plus fort sur le destin de l'humanité. L'Homo Capitalis n'est plus un loup pour l'homme, il est une larve mortelle et nécrophage, un virus absolu, protéiforme, qui finira bientôt, très bientôt si nous ne faisons rien, nous les peuples et citoyens du monde, par éteindre l'espèce toute entière, après l'avoir humiliée, violée, torturée et mise en esclavage. (...) Il hiérarchise les êtres en fonction de ce qu'ils ont, de ce qu'ils peuvent rapporter, de ce qu'on peut leur prendre dans l'instant : leurs ressources, leur travail et leur corps. Le bonheur, pour lui, ce n'est pas de respirer et d'être en paix avec le monde, ni même d'y être heureux – il ne sait pas ce que c'est –, mais de pouvoir s'en payer à tout instant les illusions les plus macabres comme les vieilllards puants dans les bars de Manille, de Phnom Penh ou d'ailleurs qui rajoutent un billet quand la jeunesse rechigne.*»

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas:**
***"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)***

[1] «Insolvables ! - Lettre d'espoir au monde que j'ai quitté», Flammarion, Paris 2011. Les citations sont extraites de cet ouvrage.
[2] Utopies/Les Amis de la Terre – Pour en savoir plus : www.epargneclimat.fr
[3] Référence à un célèbre slogan publicitaire du Crédit Lyonnais : «Le pouvoir de dire oui !»

# F**CK (THE) LOW COST !

Nous avons tous été ou serons tous un jour confrontés à cette situation d'attente qui vire aussi doucement qu'inéluctablement de l'interminable à l'infini. Le temps qui passe et l'attendu qui n'arrive pas nous poussent alors à chercher refuge dans tout ce qui semble pouvoir nous préserver de l'ennui.

Placé dernièrement dans ce peu agréable contexte, après avoir terminé les deux bouquins emportés «au cas où» ; lu avec plus ou moins de désintérêt «Voici», «Tu bâtis – Je rénove», «L'Evénement», «Plus magazine», «Paris Mach», «Trends-Tendances», «Cuisine et Vins de France», «Femme d'aujourd'hui», «Point de vue», «Déco-Idées», «Jeune & Jolie», «Le Journal de Mickey» et «Newsweek» mis garcieusement à ma dispostion ; interrogé longuement la pertinence de l'écran télé accroché au mur et diffusant en mode «Mute» une chaîne musicale ; opéré une observation sociologique poussée de celles et ceux partageant mon sort ; décodé le contenu des diverses étiquettes garnissant mes chaussures, ma veste et ma chemise (ce dernier exercice étant fortement déconseillé aux personnes ayant le cou et/ou le sens du ridicule fragile(s)) ; je me résolus à utiliser l'ultime bouée offerte à ma patience en plein naufrage. Il est des circonstances exceptionnelles où il faut savoir transiger avec sa rigueur... Au diable donc les grands principes et la dignité mal placée, je m'emparai de l'exemplaire de «La Dernière Heure» abandonné sur le siège voisin et plongeai en ses pages.

Quelques dizaines de minutes plus tard (la légèreté du contenu favorise son absorption rapide...), j'émergeais de ma lecture en disposant de quoi

m'occuper l'esprit aussi longtemps qu'il me faudrait encore attendre. Mon expédition en presse inconnue m'avait en effet conduit jusqu'au coeur des petites annonces où une phrase m'avait figé d'incrédulité et de dégoût. Dans l'abondante et euphémisante rubrique «Massages», un encadré vantait les services de la «*tendre Anna, l'exotique Kenza, la craquante Pamella*» et quelques autres dont «*la douceur et le savoir-faire*» allaient nous «*faire oublier le quotidien*» et nous «*emmener au 7ème ciel*», un programme d'autant plus alléchant qu'il est proposé par... «*le premier salon low-cost de Bruxelles*».

Le premier salon low cost de Bruxelles... !!! Ainsi donc, après les vols low cost, les séjours low cost, l'électro-ménager low cost, les voitures low cost, l'alimentaire low cost, voici la dernière création de notre société marchandisée : la pute low cost !

J'ai beau avoir laissé pas mal d'illusions sur le bord de ma route, je dois avouer que je ne pensais pas qu'on puisse tomber si bas dans l'avilissement revendiqué.

Entendons-nous bien : je n'ignore pas que la passe se négocie à la baisse sur les trottoirs, le prix de la prestation étant inversément proportionnel au niveau de misère physique et psychologique des femmes qui s'y sacrifient. Ce qui me révulse dans cette annonce, c'est la commercialisation décomplexée de la prostitution et le recours aussi cynique qu'indéfendable à ce low cost constituant une de pires dérives de l'économie de marché.

Pour les divers produits évoqués plus haut, le bas prix s'obtient grâce à une compression des coûts de production... obtenus au détriment du salaire des travailleurs, des conditions de travail et de sécurité, de la rétribution des sous-traitants, de la préservation de l'environnement, etc. Ici, le «produit» est une femme (un homme) et il n'y a pas de compression de coûts possible : le «*salon low cost*», c'est tout simplement la mise au rabais – et in fine la négation – de la dignité humaine.

Il ne s'agit pas de s'interroger sur les bonnes ou mauvaises raisons «d'accepter» la prostitution ou, au contraire, de la combattre. Il est question des limites que nous voulons – ou non... – mettre à la marchandisation des choses et des êtres. Cette annonce nauséabonde nous place en effet face aux dérives dans lesquelles nous entraînent l'illusoire «droit de tous à tout»

issu d'un matérialisme instauré en mode de vie.
Avec le low cost, on occulte, on oublie, on nie la valeur du temps de travail, des matières premières, du savoir-faire. Il faut donc dire et répéter que les prix «bas», «cassés», «jamais vus» ont un coût qui se paie, ici et ailleurs, aux niveaux économique, social, environnemental et éthique. On peut certes s'en foutre et jouir sans entraves, limites ni remords de tous les bons plans qu'on nous propose à longueur de publicités. On peut mais il ne faudra alors ni s'étonner ni se plaindre quand la machine infernale nous pètera à la figure. Car ne nous leurrons pas, nous sommes toutes et tous des putes low cost en devenir : notre dignité ne pèse pas lourd sur la balance du profit...

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

# TU SERAS UN BEAUF, MON FILS!

Des mois que je résistais, que je me refusais de succomber à la tentation. Trop facile ; trop insignifiant ; trop nombriliste : je collectionnais les bonnes raisons de ne pas le faire. Et j'anticipais les commentaires que la chose ne manquerait pas de me valoir : râleur, grincheux, moralisateur, misanthrope, atrabilaire, pauv'type... L'enjeu n'en valait pas la peine.

Je repoussais donc avec obstination les avances quotidiennes des faits et entrevoyait avec soulagement le sursis qui se profilait à l'horizon de juillet quand, patatras, ma résolution s'effondra. En l'espace d'une semaine les événements se succédèrent, s'emballèrent, se conjuguèrent pour générer la goutte qui fait aujourd'hui déborder le vase, de druppel die de emmer doet overlopen, der Tropfen der das Fass zum Überlaufen bringt, the straw that broke the camel's back… Alors tant pis, je craque et ouvre le barrage de mes humeurs céliniennes.

Je vous raconte.

J'ai le bonheur d'habiter à proximité immédiate d'une école fondamentale et primaire qui a elle le malheur d'être totalement dépourvue de parking et située sur la route principale du village. Une configuration particulièrement inadaptée faisant que, de la rentrée de septembre à la clôture de juin, chaque jour de scolarité, matin, midi – oui, la mère locale a souvent la fibre maternelle exacerbée et, surtout, la ressource financière élevée lui permettant de rester au foyer… – et soir, la voirie se transforme en aire de stationnement sauvage et l'accès aux classes en gymkhana.

Vous me direz : « *Il faut quand même bien que les parents déposent leur enfants…* » Ce à quoi je vous répondrai : « *Certes. Mais est-il pour autant nécessaire et recommandé d'envahir chaussée et trottoirs, d'entraver le trafic et de compromettre la sécurité des usagers à pied, à vélo ou en voiture, afin de s'éviter 200 mètres de marche ?* ». Car si l'école ne dispose pas d'espace susceptible d'accueillir un véhicule fut-ce pour un fugace « Stop & Drop », on trouve quelques décamètres plus loin une vaste Place sur laquelle chacun, chacune et bien d'autres encore pourraient se garer à l'aise avant d'offrir à leur progéniture une ultime promenade main dans la main jusqu'au temple du savoir… Mais mûs – ou plutôt paralysés – par je ne sais quelle crainte, incapacité innée ou acquise, aversion psychologique ou physique, chacun et chacune ignorent cette opportunité et perpétuent avec une rare obstination le culte du « *Je me parque où je veux et je t'emmerde !* » [1].

Démonstration par l'exemple.

Conformément à la pratique en vigueur, ce jour-là peu avant 8 heures 30, un ruban de voitures à l'arrêt s'est formé face à l'école et progresse entre chaussée et trottoir au rythme des arrivées. Le processus habituel est toutefois quelque peu perturbé, des ouvriers occupés à une rénovation d'immeuble ayant garé leur camionnette de leur côté de la route. Dans un premier temps, cette immixtion dans l'ordre normal des choses a peu de conséquences : l'intrus entrave sa seule voie de circulation et oblige tout au plus les utilisateurs à s'arrêter pour permettre le passage du trafic venant en sens inverse. Mais lorsque la file en formation arrive à sa hauteur, les choses se corsent…

La conductrice confrontée à cette présence gênante croit dans un premier temps gérer les choses au mieux en se positionnant résolument sur le trottoir, la portière passager embrassant sans retenue le mur de la propriété qui le borde. A peine sortie, satisfaite, de son carrosse, elle doit déchanter. La voilà interpellée par les occupants du véhicule arrivé à sa suite : « *Pas moyen de passer ! C'est trop étroit…* » S'ensuivent : une chorégraphie énervée par laquelle la dame entend démontrer que « *Mais si, vous passez sans problème !* », puis quelques invectives signifiant clairement au pleutre se refusant à tenter le diable de la carrosserie que « *Quand on ne sait pas conduire, on reste chez soi !* » (sic) et, enfin, une ultime tentative de convaincre l'incapable de tenter sa chance « *Bon Dieu, c'est pas possible, ça ! On pourrait faire passer un camion !* » avant que la femme au bord de la crise de nerfs, pressée de trouver une solution par des klaxons de plus en plus nombreux et impatients, ne remonte dans sa voiture, fasse rugir les

chevaux vapeurs et avance de dix mètres pour permettre le passage du « *Connard* » instamment invité par quelques gestes dépourvus d'ambiguïté à ne pas s'éterniser sur place. Après quoi, l'obstinée enclencha la marche arrière, recula de dix mètres, sortit en vociférant puis délivra l'enfant qui, sur la banquette arrière, le nez collé à la vitre, avait suivi la scène la mine peu amène.

Quelques jours plus tard, je quittais la boulangerie où je venais de m'acquitter de mon devoir dominical (« *Un multicérales achètera et d'une couque beurre-raisins le complètera* ») et m'apprêtais à récupérer mon vélo rangé dans le ratelier devant la boutique lorsque deux quads vrombissants et fumants vinrent s'immobiliser sans douceur contre mon garde-boue.

(J'ouvre ici une parenthèse pour préciser que les amateurs de viennoiseries souffrent du même mal que les parents taxis, à savoir une allergie chronique au parking réglementaire et/ou à la marche. Ainsi, alors que de l'autre côté de la route, soit à moins de 20 mètres, la Place de l'Eglise leur offre l'hospitalité de son espace libre, ils l'ignorent ostensiblement, préférant investir le trottoir ou squatter la chaussée. Il y a là un culte du moindre effort qui ouvre des perspectives dorées à celui qui voudrait dédier un « drive-in » à la boulange… Je referme la parenthèse.)

Indifférents à mon regard noir dans lequel l'incrédulité partageait le premier rôle avec la colère, les pilotes descendirent de machines et enlevèrent leurs casques. Je reconnus alors dans le plus grand des deux l'adepte du parking libre m'ayant récemment fait part du peu d'estime dans lequel il tenait tout à la fois mon opinion et ma personne (voir (1)). Et je n'étais pas au bout de ma surprise… Le Robocop modèle réduit aux commandes du second engin n'était autre que le gamin ayant suivi aux premières loges le formidable spectacle « *Mais si, tu passes, connard !* ». Le pauvre gosse ! (Je profite de le plaindre avant d'avoir à le blâmer !) Il y a en vraiment qui démarrent dans la vie avec un lourd handicap.

Vous me direz (oui, je vous imagine particulièrement loquaces et réactifs) : « *Edifiant, certes, mais ce n'est pas si grave… Il n'y pas de quoi en faire un fromage.* ». Et là, je vous rétorquerai : « *Détrompez-vous !* » Car derrière l'exemple caricatural existe une réalité qui ne prête pas à rire.

En effet, bien que ses enfants, ayant-droits, disciples et exégètes contestent qu'elle aie jamais prononcé cette phrase, on sait depuis Dolto que « *Tout se joue avant 6 ans…* ». On peut éventuellement ergoter sur une ou deux année(s) mais certainement pas nier que la personnalité comme les comportements de l'individu se façonnent dès l'enfance. Les boucles brunes

et blondes habituées à se faire déposer en voiture sur le seuil de l'école, de la maison, du centre sportif, du magasin, etc. seront ainsi peu enclines à concevoir leurs déplacements autrement une fois devenues adultes. Et par-delà les choix de mobilité, c'est tout une identité sociale qui se déterminera au jour le jour à travers ces mauvaises habitudes. La connerie semble dès lors promise à un avenir radieux.

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

[1] Réponse reçue lors de ma tentative d'instaurer le dialogue avec un conducteur ayant décidé d'abandonner temporairement son véhicule 1. sur un passage pour piéton, 2. pour moitié sur le trottoir et 3. à la sortie d'un tournant, réussissant ainsi le grand chelem de la nuisance bête et dangereuse : tout usager émergeant du tournant devait brûler ses freins pour ne pas emboutir cet obstacle inattendu ; les personnes empruntant le trottoir et le passage pour piétons étaient obligées de contourner ledit obstacle en passant sur la chaussée, compromettant tout à la fois le trafic et leur sécurité… Cet épisode fut le premier de la série m'ayant amené au passage à l'acte dans cette chronique.

# LE BAL DES FAUX-CULS

Mon propos risquant de déplaire à certain(e)s, je tiens à lever d'entrée toute ambiguïté : j'éprouve pour Bart De Wever une attirance proche de celle que ressent un végétalien face à une fricandelle ; ce n'est pas mon truc, tout simplement. Si je comprends – et partage même parfois – certaines de ses analyses communautaires, son positionnement socio-économique le situe en effet dans une zone très au-delà des frontières de ma tolérance. Ceci étant précisé, j'avoue sans honte que ce peu d'affinités électives ne m'empêche pas de trouver au bonhomme de réelles qualités au premier rang desquelles je place sa rigueur idéologique et son honnêteté intellectuelle.

Ainsi, alors que la politique est (devenue) l'art du compromis et qu'il apparaît aujourd'hui malvenu pour un dirigeant de s'arc-bouter sur le programme de son parti – c'est-à-dire, de facto, d'être fidèle à ses engagements de campagne... –, je considère avec respect un homme qui refuse de transiger, dût-il en conséquence se voir déclaré «*inapte à gouverner*». J'ai la faiblesse de croire que si cette attitude était plus répandue, la classe politique échapperait à la défiance et au mépris qui l'accompagnent souvent et injustement aujourd'hui.

De Wever a par ailleurs le culot de braver le politiquement correct pour exprimer des vérités qu'il est traditionnellement et consensuellement de bon goût de taire. Une franchise qui lui vaut les foudres répétées des Tartuffe en tous genres. Le dernier épisode en date offre de ce point de vue un exemple édifiant. Jugez plutôt.

Dans une interview destinée à un reportage du magazine «Questions à la Une» [1] mais dont des extraits furent diffusés en avant-première dans les journaux télévisés, Kaïzer Bart, fidèle à sa stratégie des pieds dans le plat, osa reconnaître «*Je ne le nie pas : moins ces négociations avanceront, mieux c'est pour nous ; un échec démontrera que notre programme est le bon.*» Et d'étayer son propos : «*C'est un peu cynique et paradoxal mais c'est toujours comme ça et pour chaque parti : pour avoir des votes pour le programme, on espère qu'il y a des élément de la réalité qui indiquent que votre programme est nécessaire et, parfois, ce sont des choses qui ne sont pas bonnes. C'est pour chaque parti. Quand les écologistes veulent gagner les élections, ils doivent espérer que dans l'environnement il se passe des choses terribles. Comme à Fukushima. Ils en profitent pour dire : voilà, notre programme est le bon programme...*»

Oufti, qué n'affaire ! Qu'avait-il dit là ! Un ouragan de critiques vitupérantes se leva instantanément. Shame, shame, shame ! Shame on him !!!

Oubliant un peu vite que son alter-ego NVA avait assumé d'entrée le caractère cynique de sa sortie, le président du VLD, Alexander De Croo, estima que «*Dire que les partis peuvent tirer profit des catastrophes, c'est cynique !*» Certes. Mais est-ce faux pour autant... ?

«*Atterer*», le patron de Groen !, Wouter Van Besien, déclara en avoir eu «*l'estomac retourné*».

La moustache frémissante d'indignation contenue, Olivier Deleuze dénonça l'insulte et posa les verts en victimes préférées de l'ogre De Wever.

La palme de l'outrance revint toutefois haut la main au quotidien «De Morgen» qui se permit les termes «*barbare*» (!) et «*rat*» (!!) pour qualifier l'auteur de la saillie.

«*Barbare*» et «*rat*»... Bigre ! La charge est rude. L'homme méritait-il vraiment tant d'indignité ? Ou la virulence de la réaction n'était-elle pas plutôt le signe que, une fois de plus, il avait frappé là où cela fait mal ?

Les uns et les autres ont beau être les acteurs d'un théâtre politico-médiatique – ou médiatico-politique – dans lequel chacun existe à travers ses tirades et effets de manches, ils me semblent ici pousser un peu loin le bouchon de la mauvaise foi. Car si ces propos font de De Wever un «barbare» et un «rat», eh bien alors, j'en suis en autre. J'ose en effet prétendre que, oui, les partis politiques – et, par-delà, tous les groupes de pression – comptent sur des éléments de la réalité venant démontrer que

leur programme est nécessaire et que, oui, parfois voire souvent, ces éléments qui les servent sont de mauvaises nouvelles.

Peut-on objectivement nier que le succès historique d'Ecolo et d'Agalev aux élections de 1999 doit beaucoup sinon tout à l'affaire des «poulets à la dioxine» ?

Peut-on objectivement nier que la présence de Le Pen au second tour de la présidentielle française de 2002 doit beaucoup sinon tout au climat d'insécurité distillé à l'époque par les médias sur base de quelques faits divers marquants ?

Peut-on objectivement nier que les attentats du 11 septembre 2001 ont servi les velléités militaires de George W. Bush ? Que NVA exploite la mauvaise image de la Wallonie tandis que le FDF joue sur la peur du totalitarisme flamingant ? Que les politiques de gauche tirent arguments des crises économiques et financières et que l'extrême-droite se nourrit des ratés de l'intégration ? Que les cas dramatiques de Vincent Humbert et Chantal Sébire ont apporté du crédit au combat pour la légalisation de l'euthanasie en France ? Que l'affaire DSK sert les organisations féministes ? Que les statistiques sur l'obésité renforcent les opposants à la junk-food ? Que des images de taureaux ensanglantés sont du pain béni pour les adversaires de la corrida ? Que choper le SIDA prouve le bien-fondé du port du préservatif ? Que le fumeur qui contracte un cancer du larynx ne doute plus du bien-fondé des mises en garde sur les dangers du tabac ? Qu'une bonne gueule de bois confirme qu'il est préférable de boire avec modération ?

La liste est longue et pourrait s'allonger à l'infini de ces exemples qui démontrent que, oui, tous les discours, toutes les revendications, tous les programmes ont besoin du témoignage des événements pour prouver leur pertinence.

Pour ma part, je ne nierai pas qu'une catastrophe climatique, un accident nucléaire, une pollution majeure, des études scientifiques mettant en exergue le danger des perturbateurs endocriniens, des particules fines ou des ondes électromégnétiques, etc. contribuent aux avancées du combat environnemental. On préfèrerait qu'il en soit autrement, qu'il ne faille pas avoir atteint l'état d'urgence voire un point de non-retour avant d'être entendu mais ce n'est malheureusement pas le cas. Un discours sur le danger de la bétonisation des sols ne devient audible et recevable qu'après une inondation idéalement spectaculaire...

Le seul reproche objectif que l'on puisse formuler à l'égard de De Wever

est l'utilisation du terme «espérer». Car si les faits, a fortiori négatifs, sont malheureusement nécessaires pour confirmer les propos et faire avancer les idées, on ne va pas nécessairement jusqu'à les espérer.

Seul à ne pas avoir cloué le président de la NVA au pilori, Bart Sturtewagen, le rédacteur en chef du «Standaard», commenta l'affaire ainsi : «*C'est Bart De Wever l'analyste qui a parlé. Il est comme ça, il ne mesure pas ses mots, il n'accommode pas son public. Il dit ce qu'il pense et les autres doivent en faire ce qu'ils en veulent...*»

Ce qu'ils ont voulu en faire ici ne me paraît pas à leur honneur. A l'opposé de ce choeur de vierges effarouchées niant l'évidence de leurs propres pulsions, j'ai plutôt, en ce qui me concerne, envie de féliciter De Wever pour sa franchise sans fausse pudeur. Et je me prends même à espérer qu'il fasse école.

Des politiques dépourvus de langue de bois et fidèles à leur programme : cela ne faciliterait sans doute pas les négociations mais permettrait peut-être à l'électeur de se positionner sur des choix de société réellement tranchés et de retrouver du même coup confiance en ses gourvernants... Non ?

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

[1] Programmé le mercredi 7 septembre sur la RTBF.

# DO THE ANIMALS LOVE THEIR CHILDREN TOO?

Deux renards et neuf lapins…

Succombant aux avances d'un soleil d'automne se donnant sans réserve pour faire oublier la prestation calamiteuse de son confrère estival, j'avais ce matin-là enfourché ma bécane pour me rendre au travail. Trente kilomètres de routes campagnardes muées en couloirs de transhumance pour parents-taxis et navetteurs à quatre roues m'attendaient. Les pièges posés sous mes pneus par le macadam en déliquescence et des nids de poule gullivériens exigeaient une attention de chaque instant et c'est ce regard vissé au sol qui m'amena à prendre conscience de l'hécatombe.

Le premier cadavre étalant ses viscères relevait sans doute dans mon esprit des pertes et profits acceptables. Il s'agissait en tout cas d'une vision banalisée n'ayant déclenché aucune réaction particulière ; un zeste de tristesse, un brin de dégoût, mais rien de plus.

La deuxième dépouille m'interpella davantage. Peut-être sa proximité avec la précédente rendait-elle la découverte plus marquante… Il y avait là quelque chose qui me perturbait sans que je puisse toutefois identifier la cause de ce trouble.

C'est au troisième mort que mon esprit se mit en alerte. J'entrepris alors de répertorier ces victimes de la route, ces animaux happés, écrasés, disloqués par le trafic automobile qui se succédaient à une fréquence inquiétante. A l'arrivée, le bilan se chiffrait à deux renards et neuf lapins. Deux renards et neuf lapins partis un soir vagabonder et qui ne rentreraient

jamais au bercail…

Me revint alors en mémoire une anecdote trouvant un écho tout particulier dans les questionnements anthropomorphistes qui commençaient à me titiller.

Ma fille était à l'époque âgée d'une dizaine d'années. Au retour de l'école, nous avions découvert gisant sur le seuil un oiseau incapable de voler. Difficile de deviner ce qui lui était arrivé ; plus encore de savoir ce dont il souffrait. Il ne présentait pas de blessure apparente mais semblait dans le même temps très mal en point.

Les pépiements en provenance de la glycine surplombant notre porte laissait à penser que le blessé appartenait à la famille qui y avait élu domicile depuis quelques semaines et qui venait de connaître un heureux événement.

Nous avions rentré l'animal et tenté de le ragaillardir avec de la mie de pain humectée de lait. N'osant accéder au nid de crainte qu'une immixion étrangère ne crée un trouble fatal au sein de la nichée, j'avais confectionné un coussin de tissu et de ouate où le déposer puis glissé l'affaire sur un appui de fenêtre à portée d'ailes du cocon familial.

Le planning du jour nous avait ensuite conduit au solfège et, en regagnant notre sweet home, nous avions trouvé l'animal mort là où nous l'avions laissé. Ma fille m'avait alors posé cette question : « *Mais comment ils vont faire pour vivre, les bébés oiseaux, s'ils n'ont plus personne pour s'occuper d'eux ? Et ils vont croire qu'il les a abandonné… C'est pas juste !* » Je ne me souviens plus de ma réponse à l'interrogation anxieuse de ma progéniture… Sans doute avais-je essayé de la rassurer avec toute la maladresse de celui qui ne sait pas mais fait comme si.

Face à mon décompte de ces deux renards et neuf lapins morts, les mots de ma fille résonnaient étrangement ; je me questionnais à mon tour, me demandais comment les choses se passent au cœur du monde animal, quelles conséquences « émotives » et pratiques pouvaient bien y avoir ces disparitions soudaines… Je n'appartiens pas à ces êtres étranges capables de verser une larme sur le sort de Poupousse qu'a fait bobo à sa pa-patte et de rester insensibles – voire pire – face à un SDF tendant la main ou devant l'image d'un enfant décharné offert aux mouches et à la mort. Mais je me refuse dans le même temps à considérer, à l'instar de certains, que les animaux dans leur ensemble sont des êtres dépourvus de toute sensibilité et intelligence, mûs exclusivement par leur instinct et dont le sort importe somme toute bien peu (si ce n'est, éventuellement, pour l'équilibre de la

biodiversité, et encore : considéré d'un point de vue purement anthropocentriste). Je refuse tout autant l'inconvenance du transfert affectif sur l'animal que la facilité consistant à dénier à celui-ci la moindre similitude expérientielle avec l'humain. Quiconque a entendu son chien pleurer après l'avoir abandonné à la maison pour s'en aller gagner sa vie comme il peut dans le petit matin frileux saura d'ailleurs apprécier l'ampleur de la calomnie que constitue ce dernier point.

Alors, oui, au risque de passer pour un con, comme ma fille face à l'oiseau mort, je m'interrogeais sur l'impact de cette hécatombe routière sur les « familles » concernées.

Vous imaginez le topo au petit-déjeuner dans la tanière de la famille Renard ?

- « *Il n'est pas là, papa ?* »
- « *Non, mon chéri. Il est parti chercher à manger hier soir et il n'est pas encore rentré.* »
- « *J'espère qu'il ne lui est rien arrivé…* »
- « *Non, ne t'inquiète pas, il ne devrait pas tarder.* »

Et au fil des jours, l'inquiétude qui grandit, l'espoir qui rétrécit jusqu'à disparaître ; Madame Renard obligée de se mettre au boulot pour assurer le repas des petits…

Ca, c'est dans le meilleur des cas – si je peux me permettre cette expression en pareille circonstance –, dans une famille où tout va bien. Prenez la même situation lorsqu'il y a de l'eau dans le gaz du couple.

- « *Il n'est pas là, papa ?* »
- « *Non ! Il n'est pas là, papa. Ton père est sorti cette nuit, soit-disant pour chasser, et il n'est pas rentré. Je ne sais pas où il est… Sans doute encore à traîner avec la bande de bons à rien de la Forêt de Là-Haut. Ou à fricoter avec la rouquine du Bois des Glands. Mais crois-moi, il ne perd rien pour attendre. Il va m'entendre quand il rentrera, ce salopard… !* »

Et au fil des jours, la colère de la mère Renard qui grandit, le petit qui se sent abandonné avec, *in fine*, le sentiment ancré dans leurs deux têtes que leurs mari et père est un salaud qui les a laissés en plan pour s'en aller vivre sa vie…

Je n'ose même pas évoquer le troisième scénario, celui dans lequel le père a déjà été sacrifié sous l'autel asphalté de la voiture et où c'est la mère, à qui il revient désormais d'assurer le ravitaillement, qui n'est pas rentrée de

sa chasse nocturne.

- « *Maman ? Maman ? T'es où ? T'es pas là ? Maman ??? Maaaammmmaaann… ???* »

Je ne donne pas cher de l'avenir de Junior, orphelin de père et de mère, tenant à peine sur ses pattes et ne connaissant rien du monde extérieur…

« *Prise de tête de privilégié !* » me dira-t-on. Certes ; non seulement je l'assume mais je le revendique. En dépit de la « crise », du chômage, du coût de la vie, etc., je suis – et nous sommes très majoritairement dans ce pays de cocagne – un (des) privilégié(s). C'est précisément ce statut favorable qui nous permet – et devrait nous obliger – de regarder et réfléchir au-delà des apparences, du quotidien, du business as usual, de nos préoccupations d'enfants gâtés qui avons tout et ne profitons plus de rien.

Précision que j'espère inutile : ce questionnement sur la psychologie animale, ses à-côtés et ses implications ne figurent pas en tête de liste de mes priorités. Je ne les considère toutefois pas comme insignifiants car notre humanité et nos facultés d'empathie me semblent étroitement liées à notre manière non seulement de traiter mais aussi de considérer les animaux. Comme le disait le Docteur Schweitzer, un bien brave homme qui a su donner le bon exemple, « *L'envant qui zait ze pencher zur l'animal zouvvrant zaura un jour tendre la main à zon vrère* ». (« *L'enfant qui sait se pencher sur l'animal souffrant saura un jour tendre la main à son frère.* »)

A ceux qui seraient friands de considérations sur le sujet (en l'occurrence abordé sous un angle plus alimentaire), je ne peux que recommander la lecture de l'ouvrage de Jonathan Safran Foer « Faut-il manger les animaux » publié cette année par les Editions de l'Olivier.

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
***"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)***

Note : Le titre de cette chronique ne doit pas être considéré comme un hommage mais plutôt comme une revanche. Sting m'ayant impunément torturé les tympans avec sa rengaine, il me plaît de pouvoir donner aujourd'hui sinon un sens au moins un retour sur investissement à ma douleur.

# REDEMPTION

Je vais être franc : j'ai douté... Et pas rien que l'espace d'un instant, comme cela peut arriver aux plus convaincus ou insouciants, pas un de ces doutes éphémères qui se heurtent par mégarde aux certitudes sans les ébranler. Non, mon scepticisme était de celui dont on fait les athées.

Il faut dire que les événements se complaisaient dans le registre mauvaises nouvelles. Des conférences qui, de Copenhague à Cancun, se renvoyaient l'écho de l'échec ; des politiques qui semblaient avoir classé l'affaire au rayon «Cold Case» ; une opinion publique qui avait d'autres crises à fouetter et, surtout, des indicateurs obstinément négatifs : essayez, dans pareil contexte, de vous convaincre que «*Yes we can !*» et, *a fortiori*, «*Yes, we'll do it !*»...

La veille encore, je m'étais pris de plein fouet une info pourtant ignorée par la plupart des médias : «*Emissions de CO2 records en 2010*». Selon un rapport du Joint Research Centre, lequel n'a rien d'une officine propagandiste à la solde des catastrophistes climatiques puisqu'il s'agit du laboratoire de recherches scientifiques et techniques de la Commission européenne, les émissions mondiales de CO2 ont atteint en 2010 trente-trois milliards de tonnes, ce qui constitue à la fois leur plus haut niveau historique et une augmentation de 45% par rapport à 1990.

Sachant que, selon le célèbre mantra, « *il nous faut impérativement réduire les émissions mondiales de 50% - et 80 à 95% dans les pays industrialisés - à l'horizon 2050 par rapport à leur niveau de 1990 si l'on veut maintenir le réchauffement global sous la barre de 2°C* », mon esprit à la fois carté-

sien et obtus n'avait pu éviter le KO. Et j'avais beau essayer de le relever en relisant et me répétant que « *la récession ainsi que la chute de l'ancien bloc soviétique ont permis aux pays industrialisés de réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre au cours des deux dernières décennies et ils atteindront probablement collectivement l'objectif de Kyoto de 5.2% de réduction des émissions en 2012 par rapport à 1990* », il restait dans le cirage noir de noir. Même la petite phrase rappelant que « *selon les recommandations du GIEC, les émissions mondiales doivent commencer à diminuer avant 2015* » dans laquelle certains auraient trouvé, à l'instar d'Herbert Léonard, des raisons d'espérer avait sur moi un effet opposé : je nous voyais dans la merde jusqu'au menton.

Considérant que

1. je me situe à 100 en 1990 ;

2. je dois atteindre 50 en 2050 en passant sous 100 avant 2015 ;

3. je me trouve en 2010 à 145 ;

4. 1.340.000.000 de Chinois, 1.210.000.000 d'Indiens, 190.000.000 de Brésiliens et quelques centaines de millions d'autres émergents rêvent d'atteindre le niveau de vie réservé jusqu'ici à 455.000.000 d'Européens, 308.000.000 d'Américains et 127.000.000 de Japonais ;

5. je ne pourrai pas faire éternellement l'impasse sur le devenir d'un milliard d'Africains ; ai-je plus de chances de concrétiser mon objectif défini en 2. ou de remporter la super-cagnotte de l'Euromillions ?

C'est plongé dans ces considérations peu optimistes que j'ai assisté à l'Université d'automne d'Inter-Environnement Wallonie consacrée à la « transition économique ». Et là, ce fut la révélation. La Pentecôte en octobre. Mes yeux, mon cœur et mon esprit trop longtemps plombés par l'amertume des illusions perdues s'ouvrirent à une réalité que je me refusais de voir : la révolution est en marche ! Oui, camarades, we've got the power et we change déjà the world !

Première bonne nouvelle qui vous avait peut-être échappé et que je suis dès lors ravi de vous annoncer : tout le monde est d'accord, même la Fédération des Entreprises de Belgique, même les industriels de la chimie, « *on ne peut pas continuer comme ça, on va droit dans le mur* » ! Et comme on n'est pas des imbéciles, on va changer, on va « *transitionner* ».

(**Transition** : 1. Manière de passer de l'expression d'une idée à une autre, de lier les parties d'un discours. 2. Passage d'un état à un autre, d'une situation à une autre. MOD. Passage lent, graduel, d'une transformation progressive. – Le Petit Robert)

Donc, on va passer lentement, graduellement, progressivement d'une situation où nous émettons beaucoup, beaucoup, beaucoup trop de CO2 – et ou nous épuisons beaucoup, beaucoup, beaucoup trop les réserves et la résistance de la planète – à une situation où nous en émettrons moins voire même, ô Nirvana suprême, plus du tout. C'est chouette, non ?

Vous vous interrogez sans doute sur le comment de la chose ? C'est simple : en le voulant fort, très très fort, et en unissant dans la démarche des hommes et des femmes acquis à la cause. Fini d'attendre des décisions politiques qui ne viennent pas : le changement sera « bottom-up » ! D'ailleurs, la mutation est déjà en route : la simplicité volontaire, les SEL (Services d'échanges locaux), les AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les entreprises d'économie sociale sont autant de postes avancés de la transition qui vient. Et des villes comme Louvain ou Gand se sont engagées dans un processus devant les amener à être « zéro émissions » en 2020 et 2030. (Bon, là, j'avoue que mon logiciel neuronal aurait apprécié un minimum d'informations sur le concept et sa concrétisation mais je ne vais pas jouer les peine-à-jouir : c'est sans doute vraiment super...)

L'homme de peu de foi que je fus aurait sans doute ricané, considéré que « transitionner », c'est bien, mais encore faut-il savoir vers où et argué que le caractère « lent, graduel, progressif » de la transformation ne sied guère à l'ampleur du problème et à l'urgence de sa solution. Mais je suis devenu autre et me garderai donc de ces questionnements négativistes qui cautionnent l'immobilisme ! Finis, les appels aux choix politiques volontaristes, aux remises en cause économiques et sociétales, aux plans d'urgence et de mobilisation pour faire face à la situation de guerre à laquelle le Secrétaire général des Nations-Unies s'est risqué de comparer la crise climatique.

Plutôt que de gaspiller temps et énergie dans des approches politiciennes dépassées et caduques, je m'en vais désormais m'investir tout entier dans la résistance active à l'ennemi : développer mes achats de seconde main ; acquérir une part d'éolienne citoyenne et locale ; faire passer la livraison de mon panier bio d'un rythme bimensuel à hebdomadaire ; participer aux ateliers intergénérationnels « couture » et « petites réparations » organisés par les AA (Aînés Actifs) du quartier ; (tenter de) convertir mon entourage à la culture d'usage appelée à remplacer celle de propriété ; demander le

divorce pour ne plus être contraint à des vacances hors de nos frontières ; placer mes 1380 euros d'économies chez Triodos.

Car ça, c'est un autre truc vachement important que j'ai appris : pas la peine que nos décideurs politiques de droite et de gauche (classification elle aussi dépassée et caduque) s'écharpent au sujet d'une régulation du système bancaire, ces règles sont inutiles. Là encore, c'est le citoyen – enfin, l'épargnant, ce n'est pas vraiment la même chose ; mais je m'égare… – qui va mettre de l'ordre dans tout ça en privilégiant les placements à haute responsabilité éthique et sociale plutôt qu'à haut rendement. La pression populaire va obliger les banques (que je pensais, manifestement erronément, plutôt réceptives à la pression des fonds de pension) à changer leur stratégie, qu'elles le veuillent ou non. Et que mon ancien moi ne vienne pas rejouer les Cassandre : SI, C'EST POSSIBLE !!! (Enfin, il paraît, c'est le directeur de Triodos qui le dit…)

J'ai décidé de jouer la transparence donc je ne vais pas vous cacher qu'il reste deux-trois détails dans tout ça qui me chipotent le bon sens.

Ainsi, j'ai beau avoir cloué le bec à mon ancien moi deux paragraphes plus haut, force m'est de reconnaître que son scepticisme m'apparaît fondé : je vois mal – et, à vrai dire, même pas du tout – comment ce mouvement basé sur des choix personnels – restant, quoi qu'on en dise et qu'on veut en croire, marginaux – parviendra à répondre dans les délais impartis aux changements radicaux indispensables pour relever le défi climatique.

Il m'apparaît d'ailleurs particulièrement significatif que Peter Tom Jones, l'orateur central de cette Université d'automne, ait pointé le logement/habitat comme secteur-clé affichant les comportements les plus vertueux, devant la mobilité, l'alimentation et, loin derrière, le tourisme. Je peine à voir un hasard dans le fait que les progrès les plus significatifs aient été enregistrés là où les contraintes légales sont les plus fortes… A l'opposé, quand les individus conservent leur totale liberté de choix (l'alimentation et, surtout, le tourisme), le bilan carbone ne semble guère influer sur ceux-ci. Interpellant, non ? (Ceci dit, on peut comprendre… « *Dis, Chou, pour la Toussaint, on ne prendrait pas une semaine à Sharm El Sheikh ?* » - « *Ooooh, j'hésite… C'est vrai que cela nous changerait de cette grisaille et j'ai vu sur Internet des all-in à moins de 700 euros. Mais d'un autre côté, il y a ces émissions de CO2 dont je vais me sentir responsable et coupable si je prends l'avion... Non, je ne peux vraiment pas assumer ça. Allons plutôt à Blankenberg.* » - « *Oui, eh bien tu iras tout seul ! Pas question que je me gèle à la mer du Nord alors que je peux m'offrir une cure de soleil avant l'hiver pour moins cher !* »)

La décision politique, avec ses corollaires fiscaux et réglementaires sensiblement différents selon qu'ils soient motivés par une pensée « de gauche » ou « de droite », resteraient donc malgré tout au centre du jeu… Mais, je suis en train de rechuter, là, non ?

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

# J'AI TESTÉ POUR VOUS: RYANAIR. (ET J'AI AIMÉ ÇA!)

Que celui qui n'a jamais péché ne me jette surtout pas la première pierre, il gaspillerait son temps et son énergie. Grâce à une éducation certifiée 100% judéo-chrétienne à base de culpabilisation non-allégée et avec de vrais morceaux de stigmatisation dedans, j'ai en effet développé une expertise pointue en R&D de remords et assure depuis longtemps mon auto-production en la matière. Ceci étant précisé, je le confesse, le reconnais et l'assume : j'ai péché en pensée et par avion, reniant mes principes écolo-sociaux pour succomber aux charmes vulgaires de Ryanair. Et le pire, c'est que j'ai pris du plaisir à m'envoyer ainsi en l'air au mépris de ma morale coutumière !

Il est de coutume, en ces circonstances où la conscience ne se sent pas très droite dans ses bottes, de multiplier les justifications plus ou moins foireuses tentant d'accréditer le fait que « *oui, je sais que ce n'est pas bien mais, non, vraiment, je ne pouvais pas faire autrement* ». Et il n'existe aucune raison objective que je vous dispense ici de ce pathétique plaidoyer. Donc, je m'explique.

Mûs par un évident amour de la splendeur toscane (et un très plausible désir de singulariser leur exercice matrimonial), des proches avaient décidé de fêter leurs épousailles sous le soleil d'Italie. Convié aux festivités, il m'était apparu opportun de rationnaliser le déplacement en prolongeant mon séjour dans le coin pour quelques vacances. Sachant que la longueur du trajet avoisinait les 1.500 kilomètres et que le nombre de voyageurs se montait à trois, quel était le mode de transport combinant capacité d'emport optimale, coût minimal, autonomie de gestion maximalisée et émissions de

CO2 par personne minorées ? La bagnole. (Les experts en mobilité qui contesteraient ce choix sont invités à m'envoyer leur argumentation à : lapasteque@iewonline.be Merci.)

Nous allions donc voyager en voiture et profiter de notre présence sur place pour nous offrir une semaine de farniente en agriturismo. Tout était réglé comme un contrat de mariage lorsqu'il m'apparut qu'une obligation professionnelle incontournable, une de ces réunions décisionnelles dont on doit et veut être, s'imposait à mon agenda le jour même de la noce. C'est à partir de là que les choses vont glisser vers l'objet de cette chronique.

Contraint de laisser ma portion – je réfute l'expression « ma moitié » qui formate l'autre dans une dimension immuable à la fois irréaliste et stigmatisante : irréaliste car la moitié en question représente parfois bien plus et parfois bien moins en fonction de notre météo affective ; stigmatisante car il est un brin faux-cul et un chouïa anxiogène de (faire) croire que l'on se retrouverait hémiplégique si nos destins venaient à se séparer… – contraint, donc, de laisser ma portion sans chevalier servant pour les cérémonies nuptiales, je ne pouvais ni ne voulais la priver en plus de vacances partagées. Il me fallait donc trouver le moyen de la rejoindre sitôt libéré du boulot.

L'option automobile étant dépourvue de toute pertinence dans ce contexte, je me tournai vers ce qui m'apparaissait l'évidence : le train.

Une première consultation du site de la SNCB me permit de découvrir que « *L'Europe en train* » restait en grande partie à construire : il me faudrait au mieux 14 heures 39 et au pire 18 heures 52 – compte évidemment non tenu d'éventuels retards –, 3 ou 4 correspondances et un changement de gare pour rejoindre ma dulcinée. Celle-ci a certes toujours dû se mériter mais si elle bénéficie en plus de la complicité du rail, cela le devient, duraille !

Mais on a des principes ou on n'en a pas et, comme je m'obstine à prétendre au premier de ces statuts, je choisis la proposition me permettant de jouir au mieux des paysages traversés puis me lançai dans la réservation de ce trip ferroviaire. Là, (mauvaise) surprise : « *Cette connexion n'est pas disponible pour la vente en ligne.* » Même pas moyen de m'assurer de la disponibilité sur les différents trains concernés. Je suis invité à contacter le « *Contact Center SNCB Europe* », soit par téléphone (pas de chance, je ne suis plus dans l'horaire), soit par mail auquel cas « *un opérateur vous répondra dans les deux jours ouvrables* ». Désireux de clôturer l'affaire au plus vite, je décidai de transformer mes contraintes de navetteur en opportunités et de me renseigner au guichet de la gare dès le lendemain

matin.

Caramba, encore raté ! « *Ici, on ne gère pas l'international. Vous devez aller à Bruxelles-Midi.* » Mon emploi du temps ne me permettant pas de prendre une demi-journée de congé pour me rendre dans la capitale, je me rabattis donc sur l'appel au Call Center. Aiguillage précis, attente minimale, je me retrouvai rapidement en ligne avec Dirk qui m'apprit aimablement que l'option que j'avais retenue comportait une liaison par bus entre Lyon et Turin. Mortecouille ! Je suis maudit…

- « *Et il n'existe aucune possibilité de liaison exclusivement ferroviaire ?* »
- « *Attendez, je regarde… Si. Vous devez alors faire Paris-Nice par TGV puis prendre le Nice-Vintimille. Il y a aussi une possibilité de faire Paris-Florence mais ce n'est plus du tout dans les horaires que vous souhaitiez.* »
- « *Bien. Vous pourriez m'indiquer le prix pour le trajet via Nice ?* »
- « *Ce n'est pas possible de vous donner le tarif pour la totalité du parcours. Je peux vous renseigner jusque Nice. Après, ce sont des trains régionaux et je n'ai pas accès aux informations…* »
- « *Que dois-je faire alors ?* »
- « *Vous devez appeler notre service Produits spéciaux.* »
- « *OK. Donc j'achète mon billet jusque Nice auprès de vous et je les contacte pour le reste ?* »
- « *Non, je ne fais pas de vente, uniquement du renseignement. Mais je peux vous re-diriger vers mes collègues compétents.* »
- « *On va faire comme ça. Merci beaucoup pour votre aide et votre amabilité.* »
- « *A votre service, Monsieur. Mais je dois vous dire que le TGV est complet aux jour et heure que vous m'avez demandés…* »

Je dois à la vérité de reconnaître que ma patience commençait sérieusement à s'émousser et mes nerfs à s'exciter d'autant plus que la perspective d'être consigné en Belgique prenait corps dans mon esprit. Je me résolus donc à transiger à mes principes et me mis en quête d'un avion susceptible de m'acheminer à destination.

Je n'avais pas réussi à chiffrer précisément le coût du voyage par train mais celui que je découvrais pour un transfert aérien me laissait pantois : de 451 euros (avec deux escales en prime) chez Alitalia – qui m'annonçait en outre que la disponibilité était « à vérifier » – à 920 euros chez Lufthansa, la moyenne se situant aux environs de 600 euros. Et le site me balançant cette info sans ménagement diffusait dans le même temps une publicité proposant « *Une semaine all-inclusive au soleil de Bodrum pour 499 pp !* ». M'aurait-on offert ladite semaine que je l'aurais refusée mais la confrontation de ces différents prix défiait ma rationnalité. Il m'apparaissait en tout cas

profondément indécent et dès lors totalement impensable de claquer 451 euros ou plus pour ce trajet.

La mort dans l'âme (si !), je me tournai dès lors vers ce qui était ma dernière cartouche, une cartouche à laquelle je n'avais jamais envisagé de recourir un jour : Ryanair.

Trente secondes à peine que je suis sur le site et deux propositions s'affichent en réponse à ma requête : tarifs respectifs, 11,99 et 23,99 euros ! J'exclus le ticket à 11,99 qui me ferait arriver de nuit alors qu'une centaine de kilomètres de voiture seront encore nécessaires pour rejoindre le gîte. Va donc pour le 23,99. Détails du vol : départ 10h25 – arrivée 12h10. Une heure et demi : cela change évidemment des 15 heures de train… Allez : « *Sélectionnez et continuez* », je clique.

Le formulaire en ligne se remplit facilement. On prend en réalité plus de temps à y débusquer et éviter les chausse-trappes qu'à le compléter.

Mes bagages partant par la route, je n'ai pas à choisir entre l'option « *Max. 15kg : 15 euros* » et « *Max. 20kg : 25 euros* ».

Pour 5 euros de plus, je peux éviter les files grâce à l'embarquement prioritaire. « *Non.* »

Mon numéro de réservation et les détails du vol par SMS pour 1 euro seulement. « *Non.* »

Acheter l'assurance-voyage : 15,50 euros. Ici, la manœuvre est plus subtile. Le choix n'est pas binaire : « *Oui – Non* ». « *Si vous ne souhaitez pas acheter l'assurance, sélectionner Pas d'assurance dans le menu déroulant.* » Après trois tentatives infructueuses, je me concentre et finis par dénicher la formule magique coincée entre « *Latvia* » et « *Lithuania* ».

Je refuse la valise « *Samsonite F'Lite* » à 99 euros, « *exclusivité Ryanair acceptée comme bagage de cabine* » et passe à la page suivante pour valider mon payement. Un pop-up surgit : « *Message d'importance ! Ryanair vous conseille être bien sûr qu'on a d'assurance adéquat en force. Notre assurance-voyage vous fournit des bénéfices à un bon prix.* » S'ensuit une explication dans un français tout aussi savoureux de quelques avantages liés à l'assurance proposée. Je n'ai pas tout compris mais clique sur « *Non merci.* ». Le pop-up fermé, je me retrouve sur… une réservation de voiture chez Hertz pré-remplie pour commencer 1 heure après l'atterrissage et durer 24 heures, ces options étant bien évidemment modifiables. Gaffe à

la manœuvre car, ici encore, il ne s'agit pas d'opter pour « *Non* » mais bien de choisir « *Annulation de la réservation* ». La chose faite, j'arrive enfin à l'ultime étape du processus : « *Site sécurisé pour payement* ».

6 euros pour enregistrement en ligne et 2 euros de « *Prélèvement UE 261* » se sont ajoutés au prix de mon vol qui se monte désormais à 31,99 euros. L'opération bancaire s'effectue sans anicroche et moins d'un quart d'heure après que j'aie accédé à ryanair.com, les informations relatives à mon vol se trouvent dans ma boîte mail. Il me faudra encore confirmer ma réservation via le site entre 15 jours et 4 heures avant mon vol. Je recevrai alors mon billet à imprimer… et à ne surtout pas perdre ou oublier, une réimpression à l'aéroport étant facturée 40 euros.

Le jour J, mon absence de bagages simplifie singulièrement la procédure : pas besoin de passer par le comptoir d'enregistrement, je peux rejoindre directement la salle d'embarquement, ce qui me permet une arrivée nettement plus tardive. Les « trois heures avant le vol » habituellement conseillées sont ici réduites à une.

Le vol affiche complet avec un public impossible à cataloguer : âges, classes sociales, familles, groupes et voyageurs isolés se mélangent sans que l'une ou l'autre catégorie ne semble majoritaire.

Côté personnel de cabine on est loin des stéréotypes officiant sur les autres compagnies : point de stewards aux cheveux ras et à la houpette gelifiée ni d'hôtesses soigneusement calibrées ; ici, on fait (volontairement ou non, je l'ignore) dans le physique qui marque. Le steward arbore ainsi une composition capillaire hésitant entre Justin Bieber pour la démarche « en avant toute » et Liam Gallagher pour le caractère rebelle de l'œuvre. Quant à l'hôtesse, elle m'évoque irrésistiblement l'image d' « Ilsa, la louve des SS » telle qu'elle reste gravée dans mon esprit bien que mon seul contact avec ce nanar fut la vision éphémère de son affiche au fronton d'un cinéma dans mes années préadolescentes (ceci expliquant peut être cela…).

Si aucun service gratuit n'est prévu à bord, les deux ne chôment pas pour autant : à la traditionnelle vente de produits free-tax s'ajoutent en effet des sollicitations multiples dont je ne mentionnerai que la plus surprenante, la tombola Ryanair avec une voiture et des vols gratuits à gagner. Je profite d'ailleurs de ce passage au rayon « originalités » pour évoquer la diffusion quasi-permanente d'une bande-son composée du bruit de glaçons tombant dans un verre suivi du glou-glou d'un liquide remplissant celui-ci. De quoi déclencher quelques réflexes pavloviens amenant à consommer l'une des boissons proposées sur une carte où figurent également hamburger et pizza.

Après un voyage sans histoire et en avance sur son horaire, l'avion toucha le tarmac italien une heure et quart après avoir quitté celui de Brussels-South Airport.

Si je vous raconte tout cela, ce n'est évidemment pas pour vous gaver d'une tranche de vie relativement insipide mais pour illustrer aussi précisément que possible l'attrait que peut exercer Ryanair (ou tout autre compagnie low-cost). Bien que réfractaire à ce modèle commercial et particulièrement sensibilisé à ses multiples enjeux, j'ai malgré tout consenti à y faire appel, de manière exceptionnelle, certes, mais cela ne change pas grand chose à la démonstration : comment s'étonner, après pareille expérience, du succès du concept auprès d'un public moins conscientisé ? L'objectivité la plus élémentaire m'oblige en outre à reconnaître que je n'ai rien à reprocher au service qui m'a été offert… pour un prix dérisoire (Pour bien mesurer l'ampleur de ce «prix dérisoire», il suffit de savoir que l'envoi par Taxipost de médicaments oubliés par ma portion me coûta plus cher que mon ticket...). L'ensemble de la prestation frôlait même la perfection.

Michael O'Leary, l'emblématique patron de la compagnie, se complaît dans un rôle de bad-boy qu'il prend d'ailleurs grand soin de cultiver à coup de provocations. Mais derrière cette image d' « homme que l'on aime haïr », on trouve in fine le prototype développé jusqu'à la caricature de l'entrepreneur néo-libéral : son seul souci, optimaliser les profits de sa boîte par tous les moyens à sa disposition. Cela le conduit à la négation et au mépris de toute responsabilité environnementale et sociale, certes, mais il est très loin d'être le seul dans ce cas. Plutôt que de s'obstiner à fustiger l'homme dont on nourrit par là même l'ego surdimensionné et le plaisir masochiste, il conviendrait donc plutôt de s'attacher et s'attaquer aux dysfonctionnements qui lui permettent d'exploiter son système.

On connaît les manœuvres entre séduction et pressions, mirages et chantage qu'il exerce auprès des pouvoirs publics pour bénéficier d'aides et avantages multiples. On sait comment il exploite les failles de la législation sociale pour soumettre son personnel à des conditions de travail et des salaires indignes (salaire indigne que mon éducation judéo-chrétienne et son complexe de culpabilité évoqués précédemment m'ont conduit à compenser par un pourboire à mes accompagnants gonflant significativement les 16 euros qu'ils auront perçus pour ce vol. Mais chuuuuuuut : si Mister O'Leary apprenait cela, il risquerait d'imposer la rémunération par pourboire à son personnel !). On sait, on connaît, mais on hésite pourtant à se mobiliser à la hauteur de l'enjeu pour mettre un terme à ces pratiques et imposer à Ryanair & Co les mêmes règles du jeu que les compagnies « traditionnelles ». Il est clair qu'avec un ticket au prix de celui d'Alitalia &

Co, l'option aérienne n'aurait jamais prévalu chez moi sur celle du rail aussi compliquée fut-elle à mettre en œuvre.

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas :**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

# LE COMPLEXE DE FRANKENSTEIN OU L'ÉCONOMIE EN 1 LEÇON

Avertissement aux lecteurs sensibles : si une forme d'expression familière voire grossière vous rebute, passez directement au paragraphe suivant car je vais vidanger ici les cuves de mon ras-le-bol et le risque de pollution langagière est estimé à 10 sur l'échelle Nadine de Rotschild qui en compte 9. Donc : la soumission placide et résignée à «l'économie», ça commence sérieusement à me gonfler, me taper sur le système, me courir sur le haricot, me casser les burnes ; j'en ai ras la cafetière et plein le cul. It pisses me off ; du gehst mir auf die Eier ; me hincha las bolas ; mi rompe le palle. En résumé et en clair pour les plus jeunes : «*ça m'fout l'seum !*». Pfffffff, ça fait du bien !

Après ce déplorable mais salutaire moment d'égarement que je vous prie de bien vouloir excuser, je vais reprendre le cours normal de cette chronique.

Il y a dans l'allégeance de l'espèce humaine à l'économie quelque chose qui échappe à mon entendement. Pourtant, j'ai essayé de comprendre. Je me suis ainsi imposé, entre autres rattrapages didactiques, les versions originelle (1998) et enrichie (2003) du «Comprendre l'économie» rédigé par l'éminent Philippe Maystadt en collaboration avec la plus obscure Françoise Minet-Dermine. Mais bien que l'ouvrage soit destiné à des étudiants à la frontière entre le secondaire et l'universitaire donc, a priori, d'un niveau de difficulté intellectuelle n'excédant pas mes compétences neuronales, je suis sorti de cette lecture bredouille, sans réponses satisfaisantes à mes questionnements. Ou, pour être plus exact, j'ai découvert la genèse du jeu et me suis initié à ses principales règles mais sans que cela ne dissipe

tant soit peu le mystère qui entoure à mes yeux le pouvoir abandonné à l'économie. J'échoue encore et toujours à voir dans celle-ci autre chose que la somme de mécanismes et de règles mis en place par l'Homme pour développer ses activités marchandes. Or, cet Homme apparaît aujourd'hui totalement dépassé par sa création ; tout se passe comme s'il avait perdu le contrôle et se trouvait sous le joug d'une entité dotée d'une existence propre qui le domine et le contraint. L'économie n'est plus au service de l'Homme, c'est l'Homme qui est à la botte de l'économie ! Tel le monstre du docteur Frankenstein, elle a échappé à son créateur et règne par la terreur.

G8, G20, OMC, FMI, Banque mondiale, MERCOSUR, OPEP, OCDE, Unions douanières, Accords de coopérations, etc. : on multiplie les instruments censés permettre de calmer la bête en ayant totalement oublié que celle-ci n'a d'autre réalité que virtuelle, qu'elle n'est in fine que ce que nous décidons qu'elle soit. On se bat pour sauver les banques, rassurer les marchés, moraliser la finance comme si l'avenir de l'humanité en dépendait mais les banques pourraient disparaître, les marchés déprimer jusqu'au suicide et la finance être interdite de séjour sur Terre sans que ce qui constitue notre vraie et seule richesse à savoir l'intelligence, la créativité, l'innovation mises au service d'une utilisation responsable des ressources n'en soit affectée. Il nous faudrait «juste» mettre en place un autre mode de fonctionnement, d'autres mécanismes et d'autres règles au service d'une autre finalité, par exemple la mutualisation optimale du savoir, des services et de la production.

Bon, je ne suis pas complètement fada, je sais que les choses sont un brin plus complexes que je ne l'exprime ici. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'économie ne dispose d'aucune propriété intrinsèque, d'aucun pouvoir de nuisance susceptibles d'affecter les fondements et la sécurité de la société humaine en cas de volonté collective de remise au pas. Cette capacité de faire impunément table rase du passé n'est malheureusement pas de mise pour les déséquilibres environnementaux que nous engendrons au nom de ladite économie...

Ceci étant, j'ai abandonné depuis longtemps naïveté et illusions sur le bord de ma route. Même si je le souhaite, le prône et continue à y travailler (plus que modestement), je ne crois pas/plus en un monde idéal dont le moteur ne serait pas le profit personnel mais le mieux-être collectif, dans lequel chacun travaillerait au bénéfice de tous. L'utopie vantée par Thomas Moore, Charles Fourier et les autres me semble bel et bien une «inaccessible étoile». Il n'en reste pas moins primordial pour moi de rappeler encore et toujours que cela ne doit rien à la fatalité, qu'il ne tient qu'à nous qu'il en

soit autrement. Nos seules limites sont celles du milieu qui nous héberge... et de notre volonté.

L'économie, à l'instar du politique, est ce que nous en avons fait et sera ce que nous voudrons qu'elle soit. Cessons dès lors de nous mettre en position – in fine bien confortable... – de victimes obligées de faire face à des catastrophes infligées par une puissance supérieure. Reconnaître notre responsabilité, c'est aussi (re)prendre conscience de notre pouvoir sur le cours des choses. Et qui sait si, demain ou après, nous n'aurons pas enfin l'envie et le courage de l'exercer, ce pouvoir, pour remettre «l'économie» à sa place et essayer un autre mode, un autre monde.

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas:**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

# LA PHILOSOPHIE DU BRUSHING (LETTRE À PASCAL BRUCKNER ET CONS SAURS)

Cher Monsieur Bruckner,

Je me résouds à vous écrire car la lecture de votre effarant essai «Le fanatisme de l'Apocalypse – Sauver la Terre, punir l'Homme» (Editions Grasset & Fasquelle, 22,5 euros, prix qui, ramené au contenu qualitatif et quantitatif de la chose, justifie amplement l'épithète placé en ouverture de cette lettre) a aggravé et conduit au-delà du tolérable la nausée intellectuelle initialement contractée au contact de vos multiples prestations médiatiques. Le tiroir «tout ce qui est outrancier est insignifiant» dans lequel je reléguais vos pitoyables saillies débordant désormais de toutes parts, il m'apparaît indispensable d'y faire le vide en vous renvoyant quelques-unes de vos insanités.

Entendons-nous bien, Monsieur Bruckner, il ne s'agit pas ici de nier votre droit sacré à la contradiction ; celle-ci est en effet nécessaire, salutaire, vitale... pour autant qu'elle s'appuye sur un minimum d'esprit – je ne parle d'érudition – et de fond. Force m'est malheureusement de constater que votre triste factum et le service promotionnel que vous lui assurez en manquent dramatiquement. On y décèle le désir de polémique ; les petites phrases assassines et les grandes envolées positivistes y racolent au détour de chaque paragraphe ; la caricature y supplante la réalité mais on y cherche en vain l'essentiel : des arguments soutenant le propos. Cela ne serait pas grave si votre prose ne prétendait pas au statut d'expertise, si vous assumiez un rôle de pamphlétaire plutôt que de vous poser en penseur éclairé. Votre livre est nocif car il regorge de suppositions, d'à-peu-près, d'erreurs et de contre-vérités présentés comme autant de faits

avérés et certifiés. Vous êtes de facto dans le peau d'un dealer vendant à ses clients une came frelatée.

Puisque j'en suis arrivé à prendre le clavier pour vous faire connaître mon point de vue sur vos élucubrations, je vais me permettre un conseil : ne vous aventurez pas en terre inconnue, continuez à disserter sur le désordre – ou le paradoxe – amoureux, le sanglot de l'homme blanc, la mélancolie démocratique, la tentation de l'innocence ou la tyrannie de la pénitence [1] mais évitez de confronter vos réflexions à des éléments scientifiques. Libre à vous en effet de cracher votre fiel sur un tiers-mondisme considéré comme «*culpabilité et haine de soi*» : on ne pourra vous opposer en retour qu'une analyse politique ou philosophique d'une valeur intrinsèque ni supérieure ni inférieure à la vôtre. Mais lorsque vous vous attaquez à la question climatique ou, plus globalement, environnementale, vous n'êtes plus face à un sujet relevant d'un positionnement idéologique mais devant une situation liée à une multitude de paramètres incontestables : volume des émissions de gaz à effet de serre ; évolution des températures ; surface de la calotte glaciaire ; niveau des réserves de matières premières ; taux de pollution... Des paramètres dont on cherche vainement la moindre évocation dans votre analyse, ce qui explique sans doute que celle-ci stagne à la hauteur d'une discussion de Café du Commerce.

Pour être honnête, je dois vous avouer que je peine à comprendre comment/pourquoi une aussi piêtre dissertation jouit d'un tel écho médiatique... Cette interrogation n'est pas neuve, elle m'est déjà venue à plusieurs reprises à la lecture de certaines de vos productions mais aussi de celles de vos collègues Glusmann, BHL, Finkielkraut, Ferry ou même Onfray. Et après mûre réflexion, la réponse m'apparaît ne pouvoir résider que dans l'ornementation capillaire des sus-nommés et de vous-même. Au pays des médias, la pertinence du philosophe semble bel et bien se jauger à son brushing. La mini-vague avec décollement des racines et balayage aura ainsi contribué davantage que l'acuité de ses écrits à imposer Bernard Henry-Lévy dans le débat politico-médiatique. Et son destin d'upper ministre auto-proclamé des Affaires étrangères n'aurait sans doute pas été ce qu'il est si ce Samson de la pensée géo-stratégique avait dû pactiser avec la calvitie.

Mais je m'égare. Revenons-en donc à ce «Fanatisme de l'Apocalypse» objet de ma missive.

S'il t'est sans doute difficile de reconnaître que ton bouquin ne vaut pas tripette, tu conviendras au moins, Pascal, que tu y succombes parfois et même souvent à la facilité. Ainsi, est-il vraiment judicieux de te laisser aller

à la blague à dix sous en questionnant : «*A quoi reconnaît-on un écologiste ? A ce qu'il est contre tout, le charbon, même avec séquestration du CO2, le gaz naturel, le gaz de schiste, l'éthanol, le fuel lourd, le nucléaire, le pétrole, les barrages, les camions, le TGV, la voiture, l'avion.*» Franchement, c'est digne d'un grand esprit de notre époque, ça ? On dirait plutôt du Jean-Marie Le Pen en très petite forme. De même, les amalgames entre les défenseurs de l'environnement et les Mayas, Nostradamus, Paco Rabane ou Elizabeth Teissier, tous réunis sous une étiquette «chevaliers de l'Apocalypse», ne sont vraiment pas à ton honneur. Quant à la manoeuvre consistant à évoquer les discours d'adeptes de la deep ecology en laissant croire que ces positions extrémistes font consensus sinon unanimité, elle est tellement grossière qu'elle en devient pathétique. Mais bon, si cela t'amuse, continue à faire joujou... En fin de compte, tu ne nuis là qu'à ta crédibilité.

Par contre, tes approximations et affabulations ne peuvent prétendre à la même indulgence.

Ton sous-titre, «Sauver la Terre, punir l'Homme» constitue ainsi une contre-vérité absolue qui traduit ta méconnaissance dramatique de la problématique. Car ce n'est pas du tout, du tout l'enjeu. Loin d'être concentrée sur le devenir de la planète, l'écologie constitue tout au contraire une démarche politique globale au cœur de la réduction des inégalités, en particulier dans les pays les plus pauvres. Je te renvoie, si la question t'intéresse tant soit peu, au travail de Vandana Shiva en Inde ou de Wangari Muta Maathai au Kenya. Et je citerai pour te contredire quelqu'un que tu ranges parmi les crétins environnementalistes alors même que son texte réfute, comme toi, la sacralisation de la Terre-mère : «*Je ne crois pas que nous devions sauver la planète. Elle se fiche bien de nous. La Terre pourrait rouler dans l'espace infini sans aucune vie, ou bien avec seulement deux ou trois colonies de cafards et quelques scorpions puisqu'il paraît que seules ces bestioles survivraient même à une guerre nucléaire. Ne perdons donc pas de vue l'objet de notre action écologique. Nous luttons «seulement» pour sauvergarder l'écosystème qui rend possible la vie humaine. (...) C'est dire qu'il n'est pas utile de céder aux élucubrations métaphysiques du New Age ni aux célébrations de la «Pacha Mama» et autre déesse «terre-mère» pour agir efficacement. L'écologie politique pose avant tout une exigence de rationnalité et de responsabilité très humaines. Aucun dieu ne sera le juge final des conséquences de nos actes dans ce domaine. Si nous échouons, l'enfer, ce sera le monde pourri dans lequel nous croupirons.*»( [2] C'est clair, non ? Il n'est pas question de «punir l'Homme» mais tout au contraire de lui permettre de poursuive sa petite affaire existentielle dans des conditions aussi bonnes que possibles.

Autre erreur originelle de ton raisonnement, «*l'écologie se veut la revanche du monde rural contre une civilisation urbaine qui l'a en partie éliminé*». Ben non, mon coco. Une fois encore, tu es à côté de la plaque : l'écologie prône, à l'opposé, un réinvestissement de la ville !

Vraiment, mon grand, tu devrais te documenter avant de te lancer dans un devoir de cette importance. Mais attention, cela demande aussi un minimum de sérieux. Comme on l'explique aujourd'hui dès l'école primaire, pas question de choper n'importe quoi sur internet : il faut se soucier de la source, de sa crédibilité, recouper les infos. Cela t'aurait par exemple évité – enfin, vu le niveau de ton raisonnement, ce n'est pas certain... – de t'épancher sur les éoliennes avec des arguments entre ridicules et mensongers puisés sur le site (que tu as l'honnêteté et la naïveté de mentionner en référence) des plus farouches opposants à cette source d'énergie !

Par-delà cet épisode, ta légèreté et ton manque de rigueur laissent pantois. Démonstration éloquente à travers cet exemple puisé parmi beaucoup trop d'autres : «*Lisez par exemple ce résultat d'une étude parue le 1er décembre 2010 : «En une journée, un enfant de 10 ans est susceptible d'être exposé par son alimentation à 128 résidus chimiques provenant de 81 substances différentes. Quarante-deux d'entre elles sont classées «cancérigènes possibles ou probables» et 5 «cancérigènes certaines». Trente-sept substances sont aussi des perturbateurs endocriniens.» On se demande comment nos petits, après un tel déluge, ne ressortent pas de la cantine avec la tête d'Elephant Man et de Quasimodo. Quant aux saveurs, à l'art de vivre que représente une bonne table, elles risquent d'être les premières victimes de cette obsession hygiénique. Le sens du produit noble s'efface devant le souci du produit sain.*» Mais bougre d'andouille, tu n'as pas compris que les deux étaient totalement imbriqués et que le produit sain était précisément le plus noble ? Et si, faute de tête d'Elephant Man et de Quasimodo, nos (tes...) petits ressortent de la cantine avec un cancer ou tout autre maladie plus ou moins grave, tu gardes l'esprit aussi taquin ?

Tu dénonces «un nouvel obscurantisme porté par l'idolâtrie des mathématiques», «tout ce charabia à base de fractions et de pourcentages (qui) a pour but d'asséner des propositions irréfutables.» – «Quelle est la finalité de ce chiffrage insensé ? Paralyser les éventuels objecteurs ! On aligne les colonnes de nombres comme d'autres des panzers pour prouver ses arguments.» Bien. Mais il en serait autrement, le discours ne reposerait pas sur des données scientifiques quasi-irréfutables, tu serais le premier à dénoncer des propos infondés, des affabulations d'illuminés. Non ?

Par ailleurs, la tarte à la crème que tu nous sers pour évoquer la décrois-

sance n'est vraiment pas de première fraîcheur et pèse lourdement sur le bon sens : «*Plusieurs milliards d'hommes attendent de la croissance une amélioration de leur sort. Au nom de quoi oserions-nous la leur refuser ?*» – «*Pour nos Robespierre de la bougie, il faudra donc renoncer au luxe, au consumérisme, aux voyages exotiques pour contribuer de manière infime mais décisive à la bonne marche de l'univers. (...) Ecoutez la longue cohorte des cafards qui nous prêchent sur tous les tons l'urgence de la mouise. Ils fustigent l'insouciance de nos concitoyens qui partent en vacances disperser leur empreinte carbone aux quatre coins de la planète, surfent sur leurs ordinateurs, pianotent frénétiquement sur les portables, conduisent encore des 4X4 au lieu de se couvrir la tête de cendres pour se consacrer au repentir et à l'épargne. De quoi s'agit-il ? De mettre le voile noir du deuil sur toutes les joies humaines.*» Dis, tu n'as pas honte d'écrire des conneries pareilles ? Car je n'ose imaginer que tu crois réellement qu'il s'agit de refuser le droit des peuples au développement, prôner l'ascèce expiatoire ou «revenir des siècles en arrière» comme tu le mentionnes également.

Mais ce n'est pas le plus grave... Ce plus grave, il est dans tes allusions nauséabondes. Oui, je sais, le terme est fort mais tu le mérites.

Je vais passer sur ton argument, partagé avec Claude Allègre, selon lequel les préoccupations climatiques dresseraient un écran de fumée devant les vrais problèmes du monde : la pauvreté, les famines, l'accès à l'eau potable, les grandes pandémies. Je t'ai expliqué plus haut, Mélenchon à l'appui, que ce combat environnemental s'inscrivait dans une approche plus globale où le développement et les questions sociales occupent une place centrale. L'implication des ONG Nord-Sud dans ce combat constitue par ailleurs le meilleur démenti opposable à ton propos.

J'en arrive donc à tes raccourcis foireux et insinuations calomnieuses. Pardon : je perds ma retenue. Je te prie de m'en excuser mais, bordel de merde, faut me comprendre aussi, tu dépasses sérieusement les limites de l'indécence morale.

Sans doute l'appellation «*khmers verts*» était-elle trop éculée pour que tu t'en contentes. Il fallait que tu singularises ta stigmatisation et tu ne t'en prives pas, mon salaud ! J'oublie les «*marxiste*» et «*communiste*» qui dans, ta bouche, ont valeur d'injures pour ne garder que tes «perles» outrancières.

«*Toutes les sottises du bolchevisme, du maoïsme, du trotskisme sont en quelque sorte reformulées au carré au nom du salut de la planète.*» Pour rappel, la «planète» en tant que telle, on s'en fout ; le problème, que tu n'as

pas intégré dans ton logiciel, c'est que nous avons vitalement besoin d'elle.

«*Rappelons que le gouvernement de Vichy fut en France le grand propagateur de la bicyclette pour tous, été comme hiver, la voiture n'étant réservée qu'aux médecins, miliciens et policiers.*» – «*Les liens de l'écologie et du fascisme ont souvent été soulignés et mériteraient une étude spécifique.*» Communiste et fasciste : le fantasme des extrêmes qui se rejoignent et s'allient en une alliance brun-rouge, ce n'est pas franchement original, tu le sais. La dernière fois que j'ai assisté à ce tour de passe-passe, il permettait de regrouper dans une même case extrême-droite anti-sémite et extrême-gauche pro-palestinienne considérées réunies par une même haine du «juif»... Là encore, tu joues petit bras. Un peu d'ambition que diable ! Tant qu'à faire, à ta place, j'aurais sorti la carte zoophilie ; dans ton analyse, c'est plausible : une telle proximité avec la nature conjuguée à un rapport ambigü à l'Homme, hmmmmm, c'est louche...

Mais trêve de plaisanterie : ma boucle se boucle, je me retrouve face à du tellement outrancier qu'il en devient insignifiant et que c'est lui faire trop d'honneur que de m'y arrêter.

Tu vois, Pascal, en fin de compte, ce qui m'horripile chez toi, c'est moins ta prétention de savoir, ta certitude de détenir et dispenser la vérité, que ton arrogance de jouisseur sans scrupule. Tu as la chance de te trouver du bon côté du manche et tu es bien décidé à en profiter ; pas question de te poser des questions et encore moins de culpabiliser. Why not... ? C'est un choix ; on peut en préférer d'autres. Comme on peut préférer un autre avenir que celui que tu évoques en conclusion de ton livre.

«*Le meilleur remède contre la dégradation de l'envionnement, c'est d'abord l'enrichissement matériel du plus grand nombre, c'est l'industrialisation à marche forcée. (...) En d'autres termes, le remède est dans le mal, dans cette civilaisation industrielle honnie, cette science qui effraie, cette crise qui n'en finit pas, cette mondialisation qui nous dépasse : seul un surcroît de recherches, une explosion de créativité, un saut technologique inédit pourront nous sauver. C'est à repousser les frontières qu'il faut travailler, en encourageant les inititaives les plus folles, les idées les plus époustouflantes. Il faut transformer la raréfaction des ressources en richesse des inventions. Nous sommes peut-être à l'aube d'un renouveau inouï de l'architecture, de l'immobilier, de l'industrie, de l'agriculture (citons pêle-mêle les créations de l'avion et du bateau solaires, de l'aéronef à coque transparente, du jet hypersonique qui volera dans la stratosphère, la fusion de l'hydrogène, les maisons construites sur le modèle des termitières, l'ensemencement en minerai de fer des océans pour faire croître les algues planctoniques,*

*l'édification d'une grande muraille verte en Afrique qui relierait Djibouti au Sénégal, les centrales thermo-solaires, les mini-centrales nucléaires sous-marines, etc.)*»

Aaah, les mini-centrales nucléaires sous-marines... Voilà vraiment une perspective susceptible, comme tu dis, de «*frapper au coeur du désir humain*».

Allez, je ne te salue pas, j'ai mieux à faire.

NB : Il y a un an, un écrivain s'est lancé dans le même exercice que toi mais en assumant, lui, sa mauvaise foi et son parti-pris. Il s'appelle Iegor Gran et son ouvrage s'intitule «L'écologie en bas de chez moi» [3] Désolé de te dire ça, mon Pascal, mais il s'en tire vachement mieux que toi. Sans prétendre au statut de penseur que tu brandis en étendard, préférant l'ironie à l'incantation, il réussit à interpeller et égratigner sinon ébranler les convictions.

[1] Titres de différents essais de Pascal Bruckner
[2] Jean-Luc Mélenchon, «Qu'ils s'en aillent tous !», Flammarion, 2010
[3] Editions P.O.L.

# "BONNES FETES", QU'ILS DISENT...

Ma mère voici le temps venu, d'aller prier pour mon salut, les fêtes sont revenues. Bougnat tu peux garder ton vin, ce soir je boirai mon chagrin, les fêtes sont revenues… [1] J'ai beau savoir que je ne pourrai pas y échapper, avoir une année pour m'y préparer, rien n'y fait : je redoute toujours autant les fêtes de fin d'année. La dernière semaine du calendrier constitue mon chemin de croix et la Saint-Sylvestre est mon Golgotha.

De manière générale, je déteste ces événements récurrents et organisés où il est de règle de s'amuser ; ma bonne humeur ne se commande pas et ma capacité à festoyer, danser, délirer, «me lâcher» ne peut être que spontanée. Les anniversaires, soirées et autres festivités avec bonne humeur et enthousiasme de rigueur relèvent dès lors pour moi de l'exercice imposé et non du plaisir partagé. Déclinant ce concept de joyeuseté obligée à la puissance 10 tout en y ajoutant une incitation à la débauche consommatoire, Noël et Nouvel An s'imposent de ce point de vue comme le summum du pire. C'est d'autant plus vrai que j'échoue à trouver dans ces rendez-vous motif(s) à réjouissance ; ils auraient même plutôt tendance à me déprimer tant ils cristalisent quelques-unes des dérives contre lesquelles je m'insurge et lutte modestement à longueur d'année.

Prenons Noël. Pour peu que l'on ne croit pas/plus à la naissance du Divin enfant, il n'y a là aucune raison de sonner hautbois, faire résonner musettes et se goinfrer de dinde aux marrons. Vous m'objecterez «idem pour Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, le 15 août et la Toussaint», ce qui n'est pas faux… mais pas exact non plus. Car ces fêtes religieuses ne donnent pas lieu aux débordements enregistrés à Noël avec une frénésie

d'achats aussi irrationnelle qu'irraisonnable et une tradition culinaire bien peu conforme aux fondements de l'alimentation durable, ce ne sont pas les millions de gallinacés passant à la casserole pour l'occasion qui me contrediront.

Figure incontournable du menu des 24 et 25 décembre, la «poule d'Inde» – ainsi baptisée par les colons espagnols qui la découvrirent au début du 17ème siècle sur une terre qu'ils croyaient être l'Inde alors qu'il s'agissait en réalité du Mexique – connaît en effet le plus souvent, avant d'arriver sur les tables familiales, le triste destin de la volaille industrielle. En France, par exemple, seuls 4% de la production y échappent grâce au statut ô combien privilégié de labellisé (bio, élevée en plein air ou «Label Rouge»). Et la distinction va bien au-delà de l'étiquette, jugez plutôt.

Pour l'élevage standard, ni limitation de l'espace d'exploitation, ni norme de densité : les volailles sont entassées dans des hangars kilométriques dont elles ne sortent que pour être conduites à l'abattoir. Cette situation de surpopulation et de confinement pose des problèmes d'accès à l'alimentation mais, surtout, génère une agressivité dont on limite les dommages par la coupe des becs, bien évidemment réalisée à vif. La promiscuité engendre également des problèmes d'hygiène pris en charge par l'administration d'antibiotiques… Il convient encore de savoir que dans cette forme d'élevage, l'abattage s'opère à 91 jours pour les femelles et 105 jours pour les mâles, sans limite de consommation à dater de cet instant.

A l'opposé, des règles relativement strictes garantissent le «bien-être» des dindes labellisées. La surface maximale de l'élevage est fixée à 1.600 m2, avec une densité ne pouvant excéder 2.500 bêtes par bâtiment et 10 au m2 jusqu'à l'âge de 7 semaines puis ensuite 6/m² avec accès à un parcours extérieur. Les volailles, femelles comme mâles, doivent avoir atteint au minimum 140 jours avant d'être abattues, l'opération étant à réaliser dans un établissement situé à moins de 2 heures ou 200 kilomètres de l'élevage. Enfin, la date limite de consommation est de 15 jours après l'abattage [2].

Si nous ne pouvons échapper à la tradition, autant veiller à ce qu'elle respecte au maximum les animaux que nous sacrifions sur l'autel de nos agapes, non ?

Mais revenons-en aux motivations des réjouissances de Noël. Celles et ceux qui célèbrent la naissance du P'tit Jésus, fils de Dieu, de Marie, de Joseph et du Saint-Esprit selon des modalités et un partage de responsabilités qu'il ne nous appartient pas de débattre ici, ceux-là savent pourquoi

ils font la fête : «*C'est qu'aujourd'hui, dans la ville de David, il vous est né un Sauveur, qui est le Christ, le Seigneur*» [3], une nativité d'autant plus excitante que ledit Sauveur-Christ-Seigneur, eh bien, «*c'est lui qui sauvera son peuple de ses péchés*» [4]. Les fans et amis de JC ont donc de bonnes raisons de participer à l'évènement. Pour les autres par contre, c'est nettement moins évident…

Je n'y vois d'autre explication qu'un deal avec ce Père Noël qui, à l'instar de son cousin et associé Saint-Nicolas quelques semaines plus tôt, passe dans la nuit ramoner les cheminée et déposer dans le petit soulier des enfants sages tous les beaux cadeaux qu'ils voient en rêve et qu'ils lui ont commandé. Son contrat initial ne prévoit pas une extension du service aux adultes mais il semble qu'il ait pris quelques libertés avec la règle pour en faire in fine les principaux bénéficiaires de sa distribution et responsables de sa déchéance. Car le pauvre homme semble bel et bien avoir perdu le sens et l'honneur de sa fonction si on en juge aux multiples témoignages recueillis au gré des reportages qui lui sont consacrés. «*Ce qui marche vraiment bien, ce sont les téléviseurs à écran plat.*» – «*Les GSM restent une valeur sûre.*» – «*Les appareils photos numériques ont la côte.*» – «*La star, cette année, c'est l'I-Pad.*» – «*L'ordinateur portable et le GSM restent des valeurs sûres.*» – etc. : le droit d'accès à la hotte se chiffre aujourd'hui en centaines d'euros.

Façonné par une enfance au cours de laquelle un livre ou un 45 tours s'apparentaient à autant de trésors valant à Saint-Nicolas une gratitude infinie et une adolescence où les Noël jouaient l'alternance entre mouchoirs et ballotins de pralines agrémentés d'une «pièce» prenant illico-presto le chemin du compte d'épargne, il m'est très difficle de comprendre ces choix de dépenses à la fois excessives et inutiles. Au fil d'un processus conjuguant réaction à la frugalité d'antan et influence du marketing ambiant, j'ai dépassé le stade mouchoirs-pralines mais il ne me viendrait jamais à l'idée de déposer sous le sapin un écran plat ou un ordinateur portable tant ces acquisitions relèvent de l'exceptionnel et ne peuvent se justifier que par la nécessité – une notion restant d'ailleurs à discuter et préciser pour ce qui concerne les objets évoqués ici. Il me semble en outre évident que les sentiments motivant mes offrandes méritent de s'exprimer autrement qu'à travers des gadgets high-tech impersonnels…

Quoi qu'il en soit, ce succès des cadeaux de haute technologie, lourd de conséquences sociales, éthiques et environnementales marque le triomphe d'un modèle économique suicidaire et ne m'incite pas du tout du tout du tout à faire la fête.

Et que dire du Nouvel An ? Là, ce n'est plus la dinde qui paie nos envies d'autres choses mais le canard et l'oie. C'est qu'une Saint-Sylvestre sans foie gras, c'est un peu comme un baptême étudiant sans brimade : inconcevable.

Histoire de se mettre en appétit, rappelons le principe de production de ce fleuron de la gastronomie française.

Les oies et canards destinés à la production de foie gras sont d'abord nourris d'herbe afin de durcir leur œsophage. On leur applique ensuite un régime à base d'amidon qui permet d'amèner le foie à la moitié de sa taille finale. Ce stade atteint, la «*finition d'engraissement*» commence. Plusieurs fois par jour, on enfonce la nourriture, essentiellement du maïs, dans la gorge de l'animal à l'aide d'un tube. Le gosier très élastique de ces espèces leur permet de stocker de grandes quantités dans l'œsophage en attendant qu'elles soient digérées dans l'estomac. La période de gave se déroule sur douze jours au terme desquels le foie atteind jusqu'à dix fois sa taille normale. Les animaux sont alors bons pour l'abattoir [5].

Les volatiles soumis au gavage souffrent de divers maux dus à la compression des organes jouxtant le foie ainsi que de problèmes de régulation thermique, de halètement, de fatigue et de dysenterie. D'autres pathologies comme des maladies dues à l'engorgement du foie ou à la déminéralisation des os peuvent également se développer sans compter les blessures dues au passage de l'embuc.

Alors que la Directive européenne du 20 juillet 1998 relative à la protection des animaux dans les élevages dispose qu'«*aucun animal n'est alimenté ou abreuvé de telle sorte qu'il en résulte des souffrances ou des dommages inutiles*», un rapport du Comité scientifique de la Commission Européenne de la santé et du bien-être des animaux en date du 16 décembre 1998 constate que le taux de mortalité en cours de gavage serait multiplié par dix ou vingt, que le «*niveau de stéatose (obtenu) pourrait être considéré pathologique*», que la «*quantité importante d'aliments intubés rapidement au cours du procédé de gavage provoquerait une distension de l'œsophage, une augmentation de la production thermique et du halètement, et l'excrétion de matières fécales semi-liquides*» et conclut que «*le gavage, comme il est pratiqué aujourd'hui, est préjudiciable au bien-être des oiseaux*». Au regard de ces éléments, plusieurs pays [6] ont interdit le gavage sur leur territoire... mais continuent à importer des produits issus d'animaux gavés ailleurs !

On peut certes jouer les iconoclastes et célébrer l'An neuf sans foie gras

mais encore faut-il déterminer ce que l'on fête et, cette année plus encore que d'autres, l'exercice m'apparaît malaisé voire impossible.

Entre crises financière, économique, sociale et environnementale, tout le monde s'accorde en effet à cataloguer 2011 annus horribilis. Et à en croire ce même «tout le monde», 2012 ne s'annonce pas meilleure et risque même d'être pire. Vous identifiez quelque chose à fêter là-dedans, vous ?

En ce qui me concerne, la situation m'apparaît d'autant plus difficile que je ne peux même pas me raccrocher aux vœux partagés par beaucoup. Je ne souhaite en effet ni que les marchés soient rassurés, ni que la croissance soit dopée...

Mais n'en déplaise aux Candides positivistes prompts à dégaîner leurs accusations de «cynisme», ce rejet du trip «Bonnes fêtes», «Merry Christmas» et «Happy New Year» avec options beaux cadeaux, grande bouffe, douze coups de minuit, meilleurs vœux et folle ambiance ne traduit aucun pessimisme, ni négativisme. Il incite et invite tout au contraire à garder les yeux ouverts sur le monde, refuser la résignation et le repli sur soi, faire en sorte que ce qui constitue encore et toujours un statut de privilégié ne nous endorme pas mais nous aide au contraire à comprendre et combattre l'injustice qui nous entoure, préférer l'inconfort de la révolte au bonheur égoïste et le mieux-être pour tous au bien-être pour soi. En n'oubliant pas de faire la fête quand l'envie en vient !

**Allez, à la prochaine. Et d'ici là, n'oubliez pas:**
*"Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème." (Gandhi)*

[1] Librement inspiré du "Mathilde" de Jacques Brel (1964)
[2] Source : Institut technique de l'aviculture – www.itavi.asso.fr
[3] Evangile selon Saint-Luc
[4] Evangile selon Saint-Mathieu
[5] Source : Wikipédia
[6] L'Allemagne, certaines provinces d'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, le Royaume-Uni ainsi que la Suisse. Hors Europe, c'est également le cas de l'Argentine, la Californie et Israël.

Pendant deux ans, Pierre Titeux a rédigé des chroniques (im)pertinents pour «nIEWs», la Lettre d'information de la Fédération Inter-Environnement Wallonie, une ONG dont il est par ailleurs responsable des Relations Presse et de la Communication. Son approche politiquement incorrecte, son refus de la langue de bois et ses prises de position pour le moins tranchées laissaient rarement indifférents et ont fini par poser problème, la ligne de démarcation entre sa fonction officielle et sa production rédactionnelle qui «*n'engage que son auteur*» n'étant pas évidente aux yeux de tous. Le chroniqueur Titeux a donc laissé sa plume à «**LA PASTEQUE MASQUEE**», un pseudonyme dont vous trouverez l'explication en introduction de cet ouvrage.

L'étiquette a changé mais le produit reste le même: un regard décalé et sans concession sur l'actualité environnementale et le monde tel qu'il va. On retrouve ici le mot d'ordre déjà distillé dans «La Lorgnette» (2009) et «Politiquement incorrect» (2010) : refuser de penser en rond, ne pas acepter le modèle que l'on nous impose comme inéluctable, croire que l'Homme a les pleins pouvoirs sur ses choix et qu'il sortira un jour de l'ivresse matérialiste dans laquelle il se perd.

**Fédération Inter-Environnement Wallonie** / Rue Nanon, 98 - 5000 Namur
t. 081 390 750 - f. 081 390 751 / www.iew.be

**Prix de vente : 10€**